

RAPPORT 1er TRIMESTRE Janvier-Mars 2023



1262



Protestations

45



Suicides et tentatives de suicide

1888



Migrant(e)s

Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

Adresse: 2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (National),
2ème étage Apt325-Tunis Bab Bhar 1000

(+216)71 325 129 (+216)71 325 128 contact@ftdes.net

Rapport Rapport trimestriel: (Janvier - Mars 2023) sur les protestations sociales



Introduction

Durant le premier trimestre de 2023, les politiques de la répression ont poursuivi leur marche habituelle, en étouffant les mouvements sociaux, en provoquant de la violence urbaine, et en fermant les horizons de celles et ceux qui décident de partir. Comme projeté, les premiers mois de l'année se sont caractérisés par de mauvais indicateurs économiques et sociaux qui ont annoncé un début difficile pour la population Tunisie. Les trois premiers mois ont été similaires, du point de vue des indicateurs de chômage, de pauvreté et d'emploi¹. Cependant, une baisse du nombre des mouvements a continué à se faire remarquer.

Avec un janvier qui pour la première fois depuis une décennie a échappé aux attentes de révolte et d'expression citoyenne, le début d'année s'est distingué par un aspect lent et politiquement hésitant. Avec seulement 520 mouvements de protestation, le taux s'est quasiment divisé en deux, après des années où il s'élevait à mille mouvements recensés, à savoir 1218 en 2022, 1492 en 2021, 1136 en 2020, etc. En février, le taux a continué de baisser avec une diminution de presque 18,6% par rapport à janvier. La situation sécuritaire s'est distinguée par un nombre non négligeable d'arrestations politiques, en raison d'un supposé « complot contre la sécurité de l'Etat ». Des hommes d'affaires, des personnalités politiques, des anciens ministres, des anciens députés, des syndicalistes et de journalistes ont donc été arrêtés, sans déclaration officielle expliquant les motifs de ces arrestations. En plus de cette peine, des discours ont ciblé ces individus et tous ceux qui se positionnent contre l'autorité, que ce soit dans les discours officiels présidentiels ou dans les réseaux sociaux qui reprennent et amplifient ces discours. La société civile, les organisations internationales, et les politiciens sont devenus encore une fois le bouc émissaire des failles de l'autorité existante. En mars, le nombre des mouvements sociaux a continué de baisser, jusqu'à un nombre inédit depuis

¹ INS. Statistiques, 2023, <http://www.ins.tn/statistiques/153>

des années à savoir 321 mouvements de protestation. Les arrestations et les déclarations politiques ont étouffé les autres voix dissidentes. Tandis que les protestations documentées ont demeuré isolée et peu organisée, les revendications se sont organisées autour de revendications écologiques ou relatives à l'emploi Cette baisse – prenant en compte la détérioration de la situation socio-économique au fil des mois – confirme les hypothèses sur l'effet de la répression et l'impuissance apprise sur l'expression des revendications.

La colère et la frustration n'a néanmoins pas disparu des discours et des expressions des Tunisiens. Ces derniers ont entrepris d'autres modes de revendications. Les citoyens Tunisiens ont continué à adhérer aux mêmes idéaux, à revendiquer une meilleure protection sociale, du développement, l'amélioration des services de base, l'emploi, etc. Face à une criminalisation des mouvements sociaux, la violence monte. Qu'elle soit urbaine ou conjugale, elle exprime la frustration de la population et leur incapacité de taire les malaises collectifs éprouvés.

Leur quotidien rythmé par les difficultés économiques qui augmentent en fonction de la détérioration de la situation politico-économique du pays est envahissant pour ces personnes. Dorénavant, les Tunisiens se voient déçus de leurs rêves et leurs idéaux, sous l'effet du contrôle et de la répression. Les horizons étant de plus en plus fermés, l'expression des malaises sociaux dans l'espace public prend d'autres formes que l'affrontement direct avec les politiques et les agents de l'oppression. Il s'agirait de ce qui est appelé « Non mouvements »² et qui se révèle dans le dépassement des frontières politiques étouffantes, sans se déclarer sur l'espace public comme émeutier ou manifestant. Nous citerons à ce titre les expériences des harragas, les suicides, la toxicomanie, la contrebande, et les violences comme moyen de transformer la frustration politique en un acte imminemment politique.

La déception et le désespoir qui se sont observés durant ces trois premiers mois sont significatifs. En effet, malgré les indicateurs sociaux et économiques qui exprime une importante crise qui ne semble point capable de disparaître prochainement à défaut d'une prise de conscience politique, une lassitude s'observe chez la population. Elle est motivée en partie par la nonchalance et la quasi-absence du pouvoir incarné dans le président de la

² Lee, Charles T. Ingenious citizenship: Recrafting democracy for social change. Duke University Press, 2016.

République et le gouvernement ainsi qu'une perte d'espoir qui découle du fait d'avoir cru et d'avoir été déçu par les personnes supposées « sauver » les Tunisiens. L'incapacité de l'autorité politique à réagir autrement que par la répression aux revendications des manifestants et la présence d'une rhétorique politique favorisant le complotisme et l'accusation des acteurs politiques de l'opposition d'œuvrer contre le Bien de l'Etat Tunisien, en les traitant de traîtres et de personnes qui sèment la panique pour des buts malsains contribue à cette lassitude et à se « lâcher prise ». L'exemple du mouvement des proches des migrants perdus en mer à Zarzis, celui des activistes qui ont manifesté contre les déclarations racistes du président, et celui des multiples personnes ayant publié des statuts sur les réseaux sociaux témoignent de la prégnance de ces discours et de leurs effets sur les personnes vivant et observant ces agissements.

Ici, le calme est plus alarmant que la tempête. L'isolation, la déception politique et la peur qui règne rendent le futur politique flou et difficile à prévoir. Puisqu'il est rare que les revendications de justice disparaissent des esprits et des cœurs, nous nous attendons à un remaniement politique ou à une défaite, qui sera induite par l'actuelle crise économique et sociale.

L'Observatoire Social Tunisien continue – depuis le commencement de ses activités en 2013 – à observer et à recenser les protestations, les violences et les suicides. La parole des citoyens et leurs expressions – notamment les plus marginalisés et invisibilisés – sont au cœur des travaux du FTDES en général et de l'OST en particulier. En toute indépendance par rapport aux autorités, il a été question de cartographier le mouvement social, à penser les raisons des manifestations et à tâcher d'apporter aux experts et aux intéressés des pistes de compréhension. Dans la continuité des travaux actuels et de la mission de l'OST, un changement méthodologique susceptible de mieux captiver la particularité de la conjoncture socio-politico-économique sera prochainement annoncé.

Analyse contextuelle

I. Les dynamiques politiques :

Les événements politiques qui ont marqué la Tunisie se sont multipliés, durant le premier trimestre de 2023. En effet, le mois a commencé avec l'organisation du second tour des élections législatives en Tunisie, dimanche

29 janvier 2023. Il a été caractérisé par une participation très faible, à savoir 11,3 % de participation. La population trop préoccupée par les problèmes économiques que traverse le pays ont refusé de voter ou boycotté de manière inconsciente et parfois réfléchi. Cela atteste de l'état de lassitude décrit auparavant. Puisque les soucis matérialisés priment sur le besoin de voter un représentant, les Tunisiens ont enregistré un taux de participation des plus faibles dans l'histoire du pays et même dans le monde.

De plus, plusieurs mini-remaniements ministériels ont eu lieu. La démission du ministre de l'intérieur les exemples de ces changements sont la démission de Taoufik Charfeddine, pour des raisons personnelles, la mise à fin aux fonctions du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la nomination d'un Secrétaire d'Etat, auprès du ministre des Affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens de l'étranger. Le gouvernement actuel a alors changé de visage en subissant des changements successifs et partiels qui ont touché les ministres du Commerce, de l'Education, de l'Agriculture et des Affaires étrangères³ et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, chargé de l'eau.

De même, une inquiétante vague de d'arrestations a été rapportées⁴, pour des motifs de « Complot contre la sûreté de l'État ». Une trentaine de personnalités publiques critiques à l'égard du président ont été arrêtés. En les accusant d'être des « terroristes » et des « traîtres ». Ces arrestations et interpellations sont des plus importantes depuis la prise des pouvoirs par Kais Saïed le 25 juillet 2021.

Parmi d'autres, l'arrestation de l'activiste politique Khayam Turki, l'homme d'affaires Kamel Eltaïef, l'ancien ministre Lazhar Akremi et l'ex-responsable⁵ au mouvement Ennahdha Abdelhamid Jelassi ont donc été arrêté et soupçonnés de complots contre l'Etat Tunisien, suite à des rencontres avec des personnalités étrangères dans leurs domiciles. Supposés comploter pour mettre en œuvre un coup d'Etat, ils ont été arrêtés et traités comme des traîtres. Une interpellation du dirigeant d'Ennahdha Noureddine Bhiri a

³ Gnet. Tunisie : Kaïs Saïed opère un nouveau mini-remaniement ministériel, 23 février 2023, <https://news.gnet.tn/tunisie-kais-saied-opere-un-nouveau-mini-remaniement-ministeriel/>

⁴ Human Right Watch. Tunisie : Une vague d'arrestations cible des détracteurs et des figures de l'opposition, 2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/02/24/tunisie-une-vague-darrestations-cible-des-detracteurs-et-des-figures-de-lopposition>

⁵ Le Point. Tunisie : ces arrestations qui inquiètent au-delà de l'opposition. 16 Février 2023, https://www.lepoint.fr/afrique/tunisie-ces-arrestations-qui-inquietent-au-dela-de-l-opposition-16-02-2023-2508939_3826.php#11

été documentée suite à une publication sur Facebook, appelant à manifester contre la politique du président Saïed. Un vague d'arrestation a également touché trois dirigeants de l'opposition, à savoir Chaima Issa et Issam Chebbi le 22 février, et Jouahar Ben Mbarek le 24 février. Pareillement, Issam Chebbi a été arrêté par la brigade antiterroriste dans la rue de Tunis et son domicile a été perquisitionné le 22 février sans présence d'un mandat d'arrêt et sans préciser les charges retenues contre lui, à l'instar des autres personnalités publiques arrêtées. Le directeur de la radio Mosaïque FM, Nourredine Boutar a été arrêté le 13 février pour des accusations de blanchiment d'argent et « d'enrichissement illicite, tandis que des soupçons de motifs politiques derrière cette arrestations ont été rapportées, notamment en lien avec son émission « midi show », très critique par rapport aux agissements du président. Walid Jalled ancien membre du parlement a été placé en garde à vue pour les mêmes raisons de blanchiment d'argent. Des mandats de dépôt ont été émis contre Bochra Belhaj Hmida et Kamel Jendoubi en mars 2023 pour les mêmes raisons infondées de complots contre la sûreté de l'Etat.

Le président a qualifié sans les nommer ces personnes de traîtres, portant ainsi atteinte au principe de la présomption d'innocence. Il a aussi déclaré que « quiconque ose les disculper est leur complice », en accusant la solidarité et en menaçant l'indépendance des personnes impliquées. La loi antiterroriste qui a été utilisée pour légitimiser ces arrestations ne protège pas suffisamment les détenus et prévoit une garde à vue d'une durée pouvant aller jusqu'à 15 jours dont 48 heures sans accès à un avocat.

Les interpellations qui se sont enchaînées attestent d'un mode de gouvernance de plus en plus autoritaire. Dénoncés par la société civile et l'opposition politique, elles sont décrites comme moyen de semer la peur et baisser la crédibilité des voix dissidentes, à coup d'accusations complotistes.

Le président a également annoncé l'examen d'une loi visant la dissolution des conseils municipaux et leur remplacement par des délégations spéciales, le 9 mars. Ainsi, les mandats des 350 maires et conseillers municipaux, devraient expirer fin avril⁶. Un autre acquis de la révolution se

⁶ Le Monde Afrique. En Tunisie, le président Saïed va dissoudre les conseils municipaux, un acquis de la jeune démocratie après la « révolution de jasmin », 9 mars 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/09/en-tunisie-le-president-va-dissoudre-les-conseils-municipaux-un-acquis-de-la-jeune-democratie-apres-la-revolution-de-jasmin_6164778_3212.html

voit alors menacé par les décisions présidentielles qui ne cessent de ce multiplier.

Dans un contexte de fortes tensions politiques et économiques en Tunisie, le président de la République a tenu des discours xénophobes à l'encontre des migrants Subsahariens, en les accusant de criminalité. Dans une réunion avec le conseil de sécurité, le président les a accusé d'être une horde qui tente de changer la démographie du pays et de commettre des crimes qui le menacerait. Le président et le ministre des Affaires Etrangères ont nié le caractère raciste de cette déclaration. Cependant, ses conséquences sur la vie des migrants ont été fortes. Une vague d'arrestations arbitraires, d'agressions et d'actes de vandalisme ont été documentées⁷ et plusieurs parties prenantes ont accusé ces propos et leurs conséquences.

II. Les dynamiques socio-économiques

Durant le premier trimestre de l'année, la stagnation économique a continué à infliger au pays pénuries et inflation. Cela n'est pas sans lien avec ce qui se passe dans le monde, mais les répercussions se sont annoncées compliquées pour la Tunisie. En effet, notre économie est fortement confrontée aux conséquences des crises mondiales et à l'incertitude croissance dans le monde. La faible croissance de l'économie mondial, notamment chez les partenaires de la Tunisie, à savoir l'Europe. Ce faible taux aura un effet sur les échanges et exportations vers le marché européen. De même, la guerre en Ukraine continue de poser problème. Les prix de l'énergie et des matières premières dont les céréales vont continuer à gonfler et affecter le budget de l'Etat.

Cela nous pose plusieurs défis, à surmonter ou à subir. La faiblesse de la croissance et son déclin persistant depuis 2019. Suite à la crise du Covid et ensuite les différentes crises politiques, le déclin s'observe et se prévoit. D'après les prévisions du gouvernement dans la Loi de finances de 2023, le taux de croissance qui ne dépassera pas 1,8 % cette année.

Ensuite, l'approfondissement du déficit des finances publiques durant les dernières années représente un défi majeur. La loi de de finances de 2023 du gouvernement vise à réduire ce déficit et à le maintenir à un niveau de -

⁷ Le monde Afrique. En Tunisie, les migrants subsahariens ciblés par des arrestations et des agressions, 27 février 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/27/en-tunisie-les-migrants-subsahariens-cibles-par-des-arrestations-et-des-agressions_6163536_3212.html

5,2 % du PIB, après un taux de -7,7% en 2021 et 2022. Le déficit budgétaire est de plus en plus pesant et le taux de chômage continue de stagner à 15%.

Le troisième défi est l'accélération de l'inflation qui a augmenté ces derniers mois et l'incapacité des politiques économiques de la maîtriser. Cette inflation qui a dépassé les 10,4% en février 2023 est alarmante pour la paix sociale⁸. Cette inflation touche majoritairement les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, les boissons alcoolisées et le tabac, les articles d'habillement et chaussures les transports, les biens et services divers, et le logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles⁹. La pénurie des denrées alimentaires s'ajoute à cela et plusieurs produits ont disparu du marché, sans raison apparente pour les citoyens.

Un autre défi concerne les retards de la conclusion d'un accord avec le FMI¹⁰.I, malgré le temps et les ressources mobilisées afin d'avoir un accord¹¹. La Tunisie négocie effectivement un appui d'environ 2 milliards de dollars du FMI, sous conditions. Le pays devrait miser sur le secteur privé, qui a eu un rôle important dans l'élaboration de la stratégie proposée et le plan national de développement sur la période 2023 -2025 dévoilé début janvier par le gouvernement. L'incertitude liée à ce prêt – présenté comme une bouée de sauvetage malgré ses apparentes conséquences sur les populations marginales – est liée à des blocages techniques mais surtout politiques.

La Tunisie est alors traversée par un état d'incertitude économique¹². Les moteurs de croissance sont affaiblis et les projections de développement et d'inflation sont sources d'inquiétude et d'appréhension pour les Tunisiens, leur pouvoir d'achat et leur vécu quotidien en lien avec des besoins primaires et indispensables. Tandis que l'image du pays se détériore selon les évaluations qui le classifie comme un pays de plus en plus à risque, le mois de Ramadan a commencé vers la fin du premier trimestre 2023 comme

⁸ <http://www.ins.tn/statistiques/45>

⁹ Jeune Afrique. Budget, Ramadan, FMI... Après la décision de la Banque mondiale, la Tunisie retient son souffle, 8 mars 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1424679/economie/budget-ramadan-fmi-en-tunisie-apres-la-decision-de-la-banque-mondiale-leconomie-retient-son-souffle/>

¹⁰ Le Figaro. «2023, année de tous les dangers pour la Tunisie», janvier 2023, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2023-annee-de-tous-les-risques-pour-la-tunisie-20230120>

¹¹ Leaders. Hakim Ben Hammouda: Où va l'économie tunisienne en 2023?, 11 mars 2023, <https://www.leaders.com.tn/article/34554-hakim-ben-hammouda-ou-va-l-economie-tunisienne-en-2023>

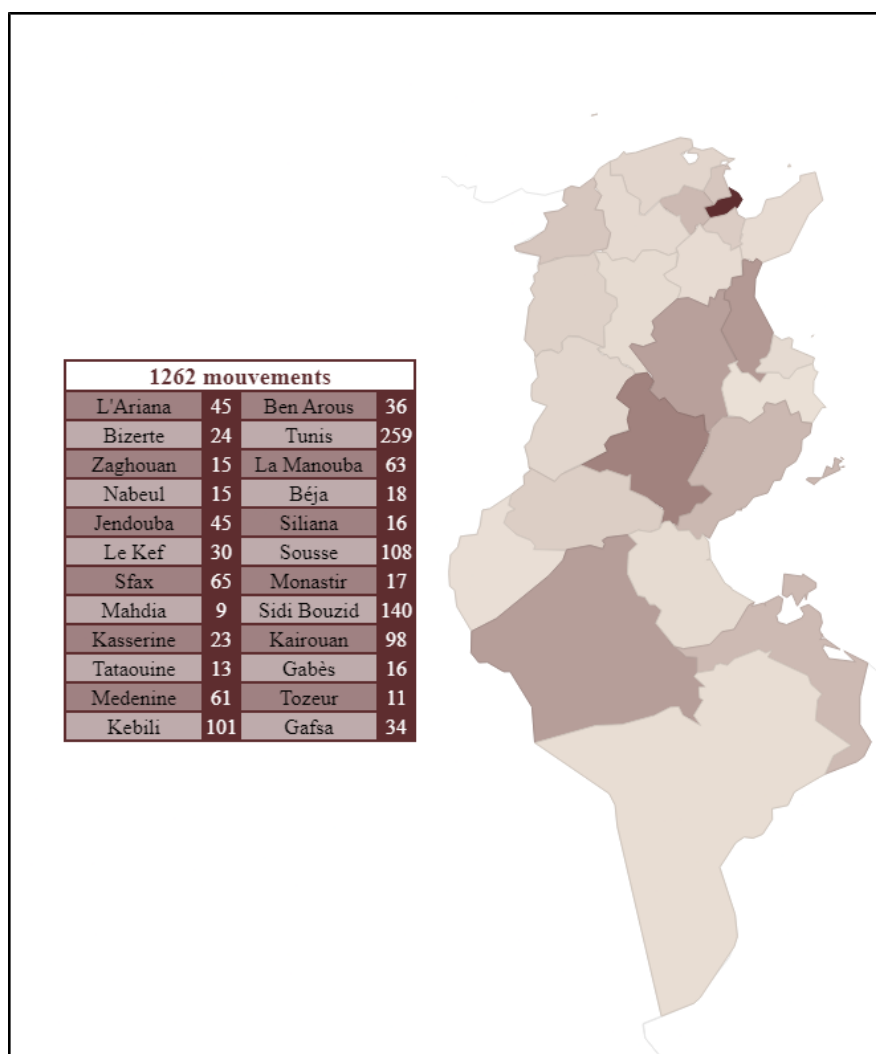
¹² <https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2023-01-23/climat-des-affaires-la-tunisie-tente-de-reconstruire-son-attractivite-avec-une-nouvelle-strategie-948918.html>

une période très compliquée pour les Tunisiens, étant donné les dépenses excessives qui s'ajoutent durant ce mois¹³.

III. Mouvements sociaux

Distribution Géospatiale

Durant ce premier trimestre, un total de 1262 mouvements de protestation a été documenté par l'équipe de l'OST. Un taux trimestriel clairement faible, rappelant les nombres mensuels qui étaient recensés durant les mois de tension, quelques années plus tôt. La concentration de ces mouvements dans le Grand Tunis, Sidi Bouzid, et Kébili est habituelle, étant donné les particularités de ces gouvernorats et leurs capacités de monopoliser l'action publique.



¹³ Le Monde Afrique. Le ramadan dans une Tunisie en crise : « Il n'y a plus de tajine sur la table ! », 29 mars 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/29/le-ramadan-dans-une-tunisie-en-crise-il-n-y-a-plus-de-tajine-sur-la-table_6167474_3212.html

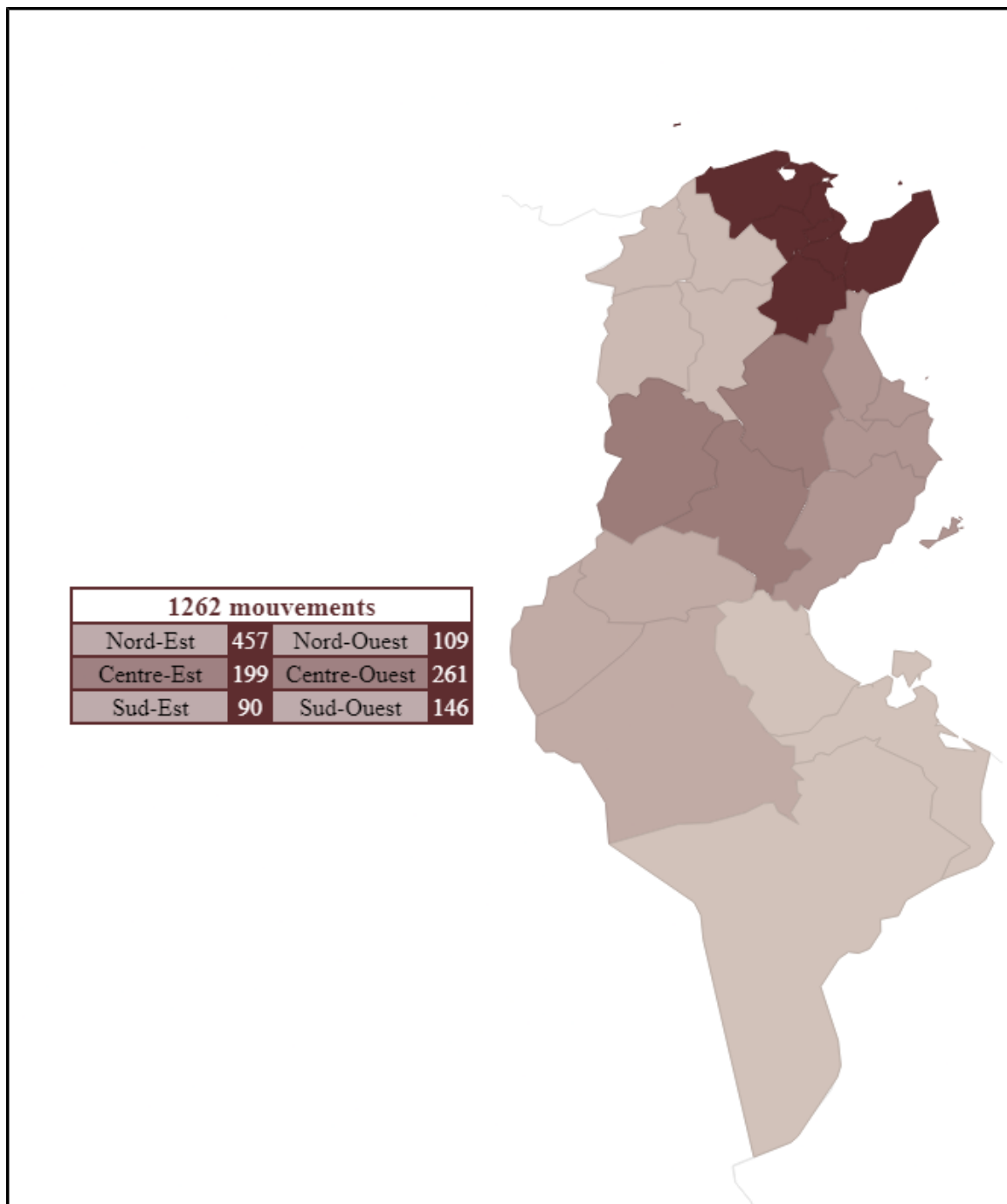
- **Janvier** : 520 mouvements de protestation avec une présence marquée des gouvernorats de Tunis, Sidi Bouzid, et Kairouan. Un aspect presque homogène se fait remarquer, malgré les différences entre les taux enregistrés, démontrant ainsi que la colère est omniprésente dans le territoire
- **Février** : 432 mouvements de protestation dont la majorité a eu lieu dans le grand Tunis et une présence comparable dans les gouvernorats de Sidi Bouzid, Kébili, Sousse et Kairouan. La cartographie démontre un décalage et un déséquilibre dans le nombre de mobilisations par gouvernorats.
- **Mars** : 321 mouvements de protestation concentrés majoritaires dans le Grand Tunis. Le reste des mobilisations majoritaires se partageant entre Sfax, Sousse et Kébili. Nous observons durant ce mois de mars des taux presque proportionnels, contrairement aux autres mois où certains gouvernorats étaient quasiment absents.

La région du Nord-est a dominé les nombres de mouvements pendant le premier trimestre avec un taux total de 457 mobilisations, dont 192 en janvier, 116 en février et 88 en mars.

- **Janvier** : Pendant le mois de janvier le centre-ouest a enregistré d'importants taux avec 139 protestations observées dans les gouvernorats de Kasserine, Sidi Bouzid et Kairouan.
- **Février** : Ces taux de protestation étaient limités et comparables dans les autres régions. La même cartographie que les mois précédents s'est néanmoins fait remarquée avec la présence de Sidi Bouzid, Kébili et Kairouan.
- **Mars** : Ce mois – marqué par des taux comparables à travers les régions – a gardé à l'instar des mois précédents la même cartographie. Le centre-Est succède le Nord-est, en ce qui concerne les taux de protestations.

Le Grand Tunis demeure la capitale politique qui connaît les plus fréquents soulèvements. Etant donné son histoire de région conflictuelle est démographiquement riche, le Grand Tunis monopolise le nombre le plus élevé des mobilisations politiques. Durant ce trimestre, plusieurs manifestations se sont éclatées dans le Nord-Est, motivées par des quêtes justicières et liées à des questions politiques et de droits humains. Cette région enregistre par ailleurs le nombre le plus bas de protestations,

tendant vers la violence urbaine et le blocage des activités. En total, le Nord-Est est succédé par le centre-ouest qui a connu durant ce trimestre 261 mouvements de protestations. La région du Centre-Est a également enregistré un important taux durant les trois premiers mois de l'année. Les régions qui enregistrent le taux le plus bas – malgré les indicateurs socio-économiques qui confirment leur marginalisation – sont le Nord-Ouest et le Sud-Est, régions ayant un important taux de pauvreté et de sous-développement.



Distribution genrée

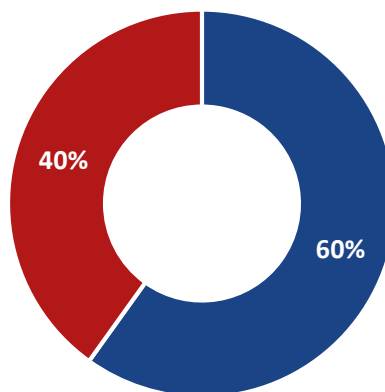
Concernant les trois premiers mois de 2023, l'espace de la protestation continue d'être dominé par une mixité entre femmes et hommes, à savoir 84,3%. 14,7% des manifestants sont des hommes, tandis que la visibilité de manifestations exclusives aux femmes dans ces milieux de lutte demeure limitée.



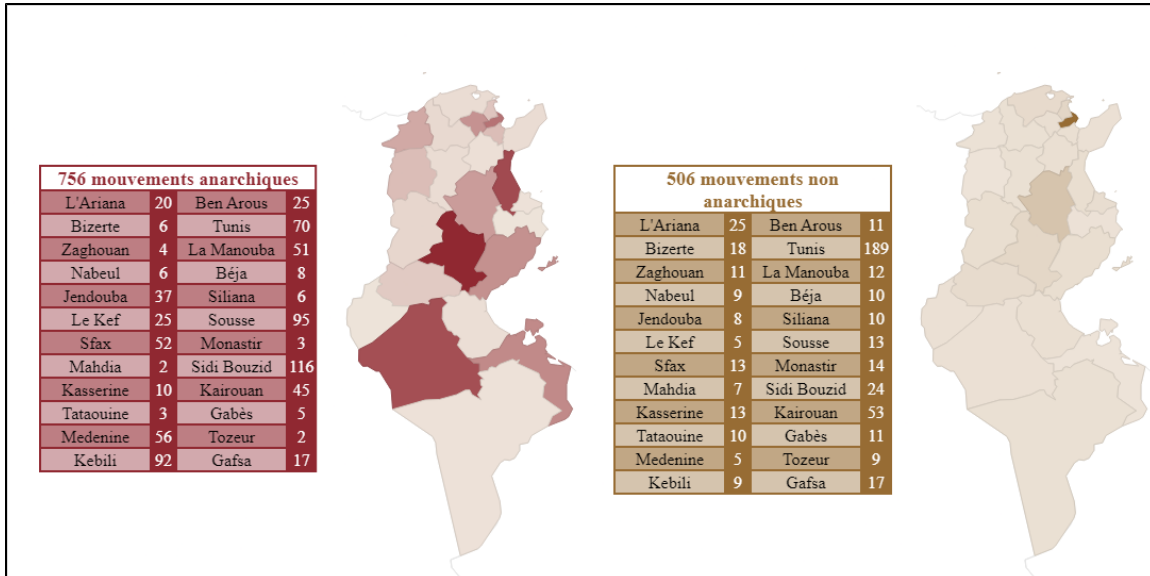
Mouvements « anarchiques » vs. Mouvements « non anarchiques »

Le taux de protestations aléatoires et organisées de manière anarchique atteint 59,9%, après une diminution de ce taux durant les derniers mois de 2022. Le caractère peu organisé des manifestations demeure problématique pour le pays. Le poids des répressions y joue également, alors que le pouvoir tente de décrédibiliser et éclater les mouvements sociaux. Ce taux a été le plus élevé durant le mois de janvier avec un pourcentage de 71,7%. Il a diminué durant le mois de février pour atteindre 54,4%. En mars, le taux a continué de diminuer vers 48,3%.

■ Anarchiques ■ Non-Anarchiques

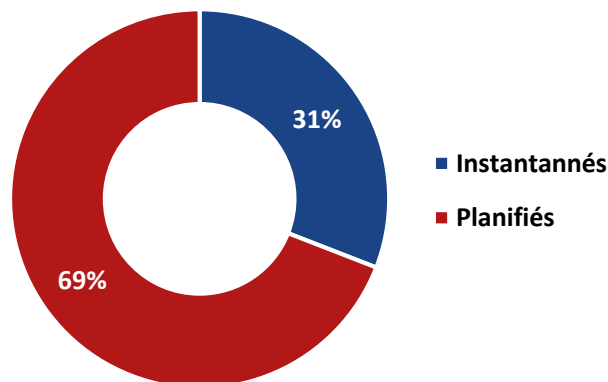


Une grande dispersion s’observe, à travers les régions. Sidi Bouzid a enregistré la majorité des mouvements aléatoires, à savoir 116 en totale. Le gouvernorat de Sousse en a enregistré 95 mouvements anarchiques, Kébili en a enregistré 92, et Tunis en a enregistré 70 protestations anarchiques. Quant aux mouvements organisés, Tunis a enregistré le taux le plus élevé, avec 189 mouvements.

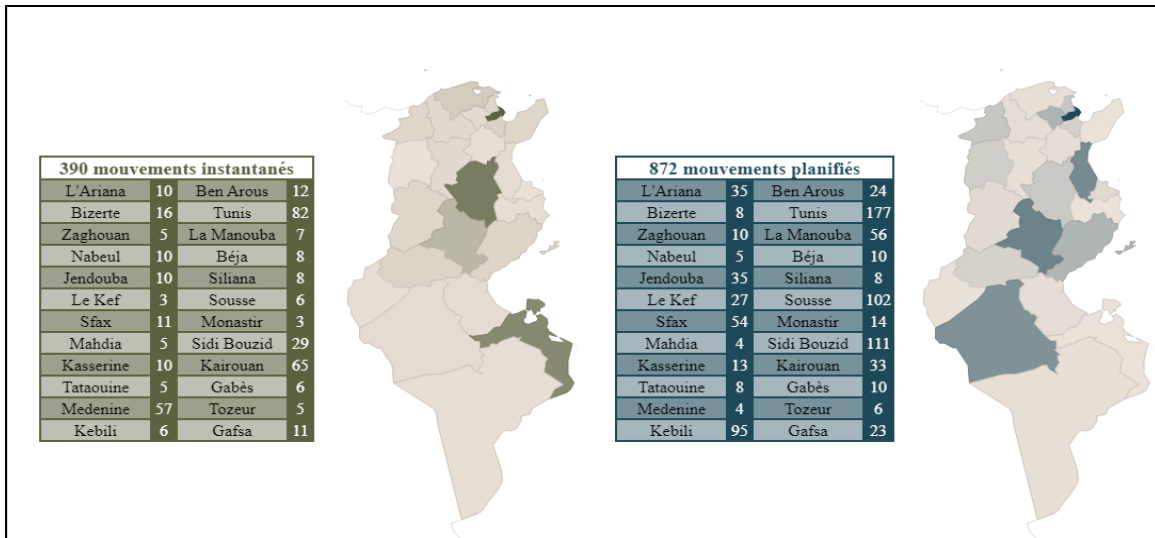


Mouvements planifiés vs. Mouvements instantanés

Dans l’ensemble, les protestations de ce premier trimestre ont été organisées et planifiées à l’avance, avec un taux de 69,1%. Le reste des mouvements, à savoir 30,9%, ont été déclenchés de manière instantanée. Les réactions immédiates autant que celles qui sont objets de planification politique exprime une colère sociale et un malaise. La difficulté à contenir ces expressions n’est pas signe de désordre, mais une conséquence de la répression.



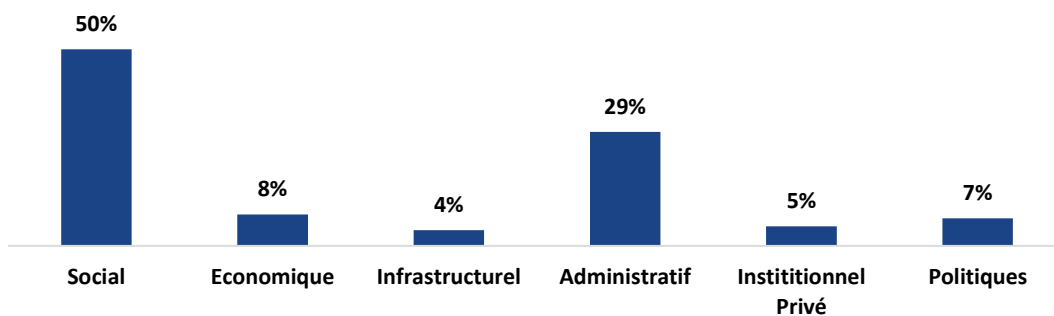
Tunis, Sousse et Sidi Bouzid ont enregistré le taux le plus élevé des mouvements planifiés, tandis que Kairouan, Sidi Bouzid et Médenine en ont enregistré le taux le plus élevé des mouvements qui se déclenchent de manière instantanée. Un bon nombre des manifestations planifiées se transforment par la suite en des manifestations susceptibles d'entraîner des formes de violences. Cela indique une forme de colère qui augmente et se rend visible, durant l'action politique.



Les acteurs et les revendications

Durant le premier trimestre de 2023, nous avons observé des revendications dont les origines dépendent du climat socio-économique et politique du pays. Majoritairement liée à des questions sociales, à savoir 50% des mouvements recensés. Des problèmes liés à l'administration ont constitué 29% des protestations. La question économique a également animé les mobilisations ayant eu lieu, autant que les questions liées à des institutions privées et des revendications liées à la situation politique.

Typologie

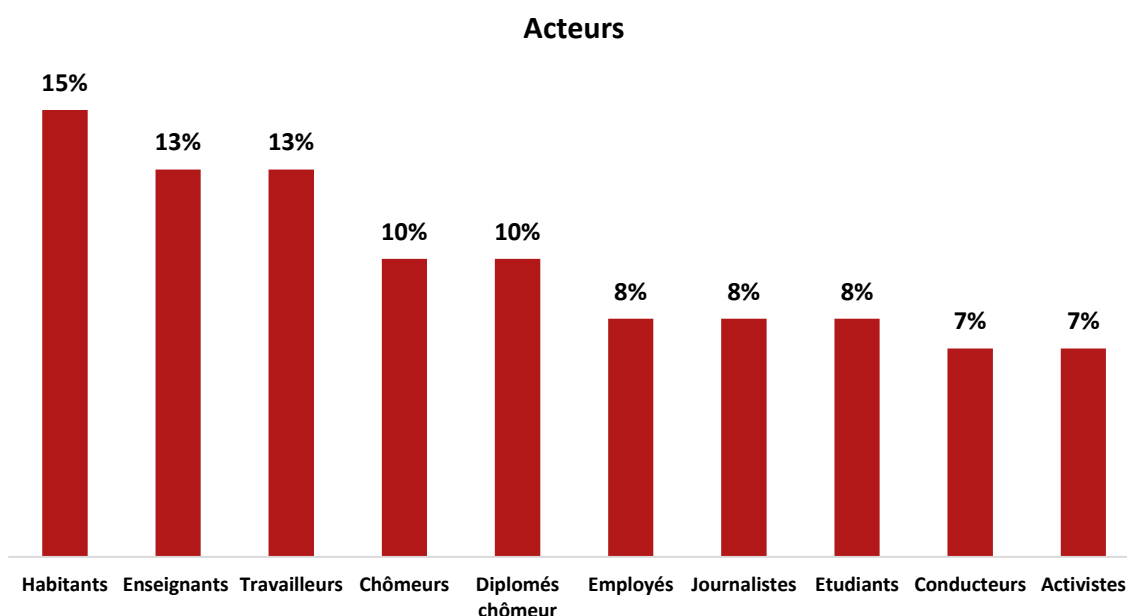


Le secteur public a grandement mobilisé la population. Des revendications liées aux droits des travailleurs dont la titularisation, l'amélioration des conditions de travail, la régularisation, ainsi que des protestations contre des violations des droits et le non-paiement des salaires ont fait partie de ces revendications. De plus, le système éducatif et plus spécifiquement le statut des enseignants a mobilisé les enseignants. D'autres protestations ont eu lieu, pour soutenir des personnes, protester contre des décisions et dénoncer des déclarations.

L'ampleur de la crise sociale, la rupture des pactes de travail, et les conditions favorisant la précarité professionnelle sont donc au cœur des préoccupations des manifestants durant ce trimestre.

Les acteurs des mobilisations ont des profils diversifiés. Les habitants demandant l'accès à des services public ont constitué 15% des mobilisations. 13% des protestataires ont été des enseignants, 13% ont été des travailleurs (de secteurs différents dont des journalistes, des agriculteurs, des avocats, des conducteurs, des pêcheurs, des ouvriers de chantier et des médecins), 10% ont été des chômeurs, 8% ont été des étudiants et 7% ont été des activistes.

Des prisonniers ont également fait partie des acteurs, ainsi que des mineurs. Cela est un bon indicateur des mauvaises conditions qui se généralisent et qui inspirent la participation de plusieurs catégories sociales.



Les formes et les espaces de protestation

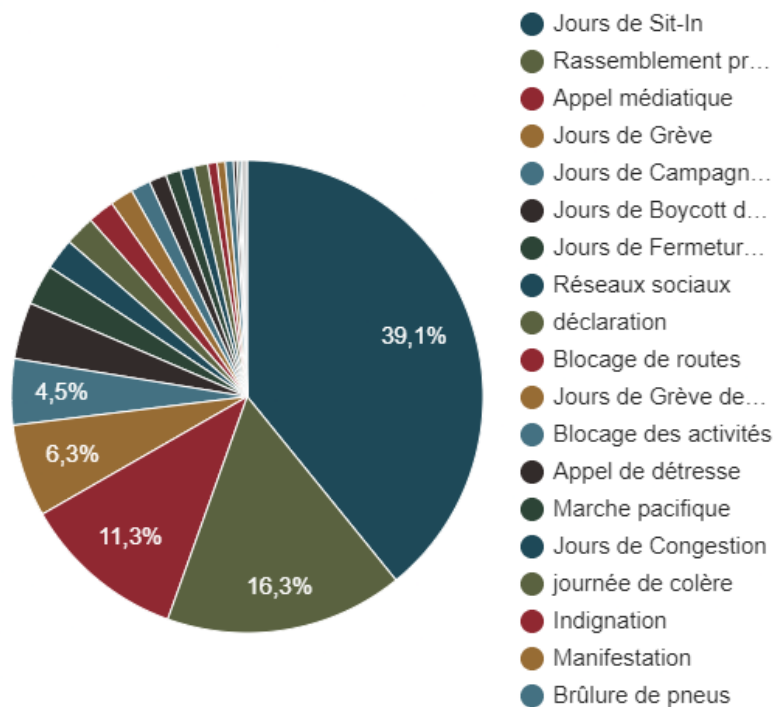
Les espaces des protestations sont publiques. 28% ont été conduites sur les routes, 13% dans les institutions éducatives, 19% sur les médias, 6% devant les sièges du gouvernement, 13% dans des institutions sociales, 12% dans des espaces de travail et 5% sur les réseaux sociaux. Durant les trois premiers mois, la rue a monopolisé les protestations. Cependant, nous avons également observé la dérive de ces expressions sur les réseaux sociaux et à travers les médias. Afin de contourner la répression des expressions politiques, ces pistes alternatives se sont offertes aux Tunisiens pour qu'ils puissent exprimer leur colère.

Les acteurs des protestations ont ciblé – à l'instar des mois précédents – l'autorité centrale. Le gouvernement a été la cible de 56% des protestations et le ministère de l'éducation a constitué la cible de 16% de ces mouvances. La présidence de la République a été ciblée par 4% des protestations, de manière directe. De plus, les organismes publics et privés et les autorités régionales étaient des cibles importantes de ces mouvements.

En ce qui concerne les formes des protestations, les sit-in continuent d'être la forme majoritaire avec un taux de 39,1%. Les grèves constituent un taux important, avec les campagnes médiatiques, le boycott des examens, la fermeture des locaux de travail, des grèves de faim et des états de congestions.

Le blocage des routes et des accès aux institutions est un moyen par lequel la colère s'est manifestée¹⁴. En bloquant l'accès à des structures, les personnes prenant part aux manifestations exprime la domination qu'ils ressentent par rapport à ces lieux, qui ne leur reviennent pas. Que ce soit les agriculteurs qui bloquent des routes ou des enseignants qui bloquent l'accès aux écoles, cette forme de protestation est un moyen d'auto libération de l'emprise de l'Etat et une demande explicite de meilleurs traitements (infrastructure, engagement de l'Etat par rapport à des questions climatiques, ou bien le droit à la régularisation d'une situation de travail).

¹⁴ Gilbert, David E. "Shutting Down the Machines of Destruction: Possibilities for Agrarian Life on the Protest Blockade." *Antipode* (2022).



La rage de la population se décrit à travers la qualité et les sphères où elle s'exprime. La diversité des acteurs, la diversification des espaces et des modalités de protestation rendent compte de la colère qui se généralise. En effet, cette colère est ambiante mais implicite. Cela s'explique par sa présence accentuée sans qu'un nombre élevé en rende compte.

Les médias se montrent un espace alternatif de protestation¹⁵. En accordant de l'intérêt aux questions traitées par l'élite politique et la population, cet outil rend compte des dynamiques de pouvoir et de l'investissement d'une sphère, qui fut inspirante pour la Révolution Tunisienne. Le pouvoir des médias comme moteur d'expression politique est ici digne d'attention.

L'année compliquée sur le plan économique qui s'annonce pour les Tunisiens ne sera pas sans conséquences, au niveau des protestations. La peur de la répression et l'image négative qu'a l'opposition politique aux yeux du public invisibilise les luttes. Néanmoins, l'espoir d'une mobilisation consciente des enjeux politiques et économiques que risque le pays demeure vif.

¹⁵ Freelon, Deen, Charlton McIlwain, and Meredith Clark. "Quantifying the power and consequences of social media protest." *new media & society* 20.3 (2018): 990-1011.

La migration non-réglementaire en Mars 2023



Les événements de fin février ont entraîné des répercussions sur le contexte de la migration irrégulière en Tunisie. La déclaration de la Présidence de la République du 21 février 2023 a été suivie d'une série d'agressions et de violations contre les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile en Tunisie, quel que soit leur statut administratif. Les agences de l'État ont également adhéré à ce qu'elles ont appelé "l'application de la loi", c'est-à-dire priver les migrants sans papiers du droit au travail et au logement.

Le climat de terreur qui prévalait dans l'espace virtuel et réel envers les migrants a contribué à intensifier cette tendance hostile de stigmatisation et d'exclusion des migrants. Les réseaux de passeurs de migrants ont profité de cette situation pour pousser les fugitifs à traverser la mer dans des bateaux fabriqués en tôle de fer, ce qui a abouti à une tragédie humaine sur les côtes tunisiennes.

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux a observé 92 victimes et disparus au cours du mois de mars sur la côte tunisienne, augmentant ainsi le nombre durant le premier trimestre de l'année 2023 à 127 victimes et disparus. Cette situation tragique s'est accompagnée d'un échec à gérer la crise humanitaire, à assurer un enterrement correct et rapide et à fournir des données et des informations aux familles des disparus, ainsi que la dissimulation des circonstances et des détails des incidents de noyade.

Au cours du premier trimestre, les autorités tunisiennes ont empêché 14 963 immigrés d'atteindre les côtes italiennes, soit une augmentation de 386 %, en déjouant 503 traversées.

774 Tunisiens, dont 63,56% hommes, 10,56% femmes et 30% mineurs, sont arrivés sur les côtes italiennes au cours du mois de mars, en comparaison à 224 arrivées au cours de la même période de l'année 2022, soit une augmentation de 245%.

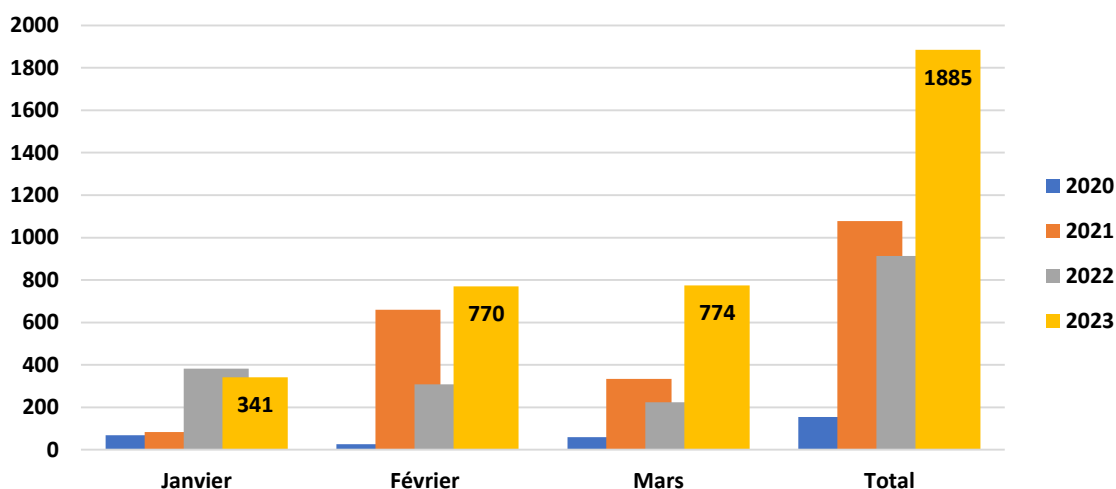
Les politiques de migration en Tunisie tendent davantage à réprimer et à aggraver la tragédie humaine en Tunisie et

sur ses côtes. Les pressions européennes, profitant de la fragilité de la situation politique, économique et sociale du pays, jouent également un rôle clé dans les politiques restrictives et discriminatoires de la Tunisie envers les migrants.

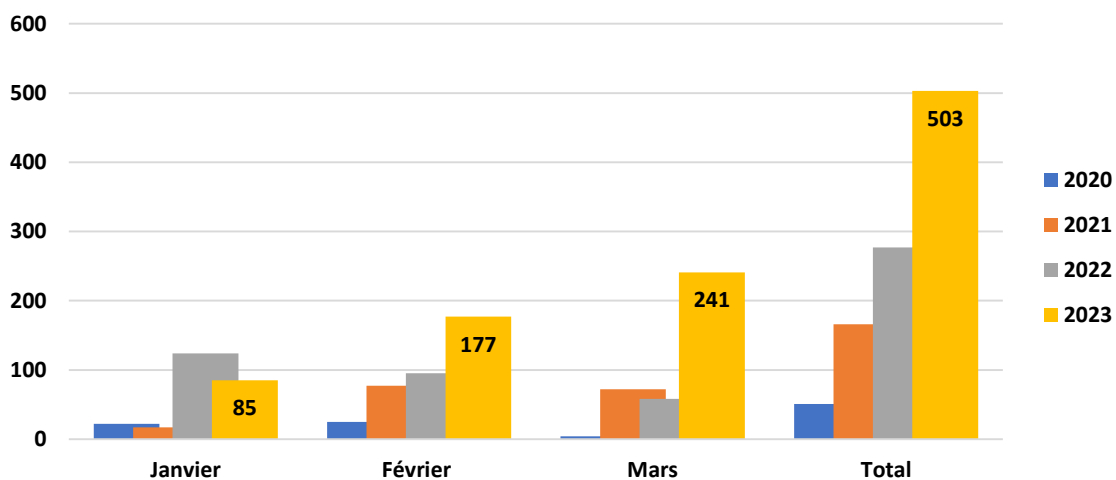
Comparaison des mêmes périodes durant -2020-2021-2022-2023

Mois	2020			2021			2022			2023		
	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés
Janvier	68	22	316	84	17	463	382	124	1155	341	85	2322
Février	26	25	571	660	77	1273	308	95	1036	770	177	5147
Mars	60	4	137	334	72	882	224	58	886	774	241	7494
Total	154	51	1024	1078	166	2618	914	277	3077	1885	503	14963

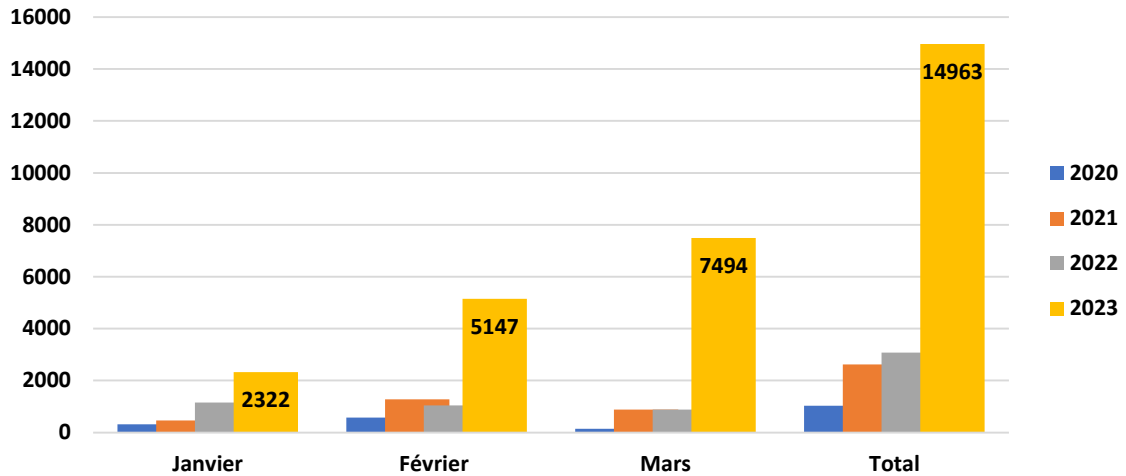
Nombre d'arrivées en Italie



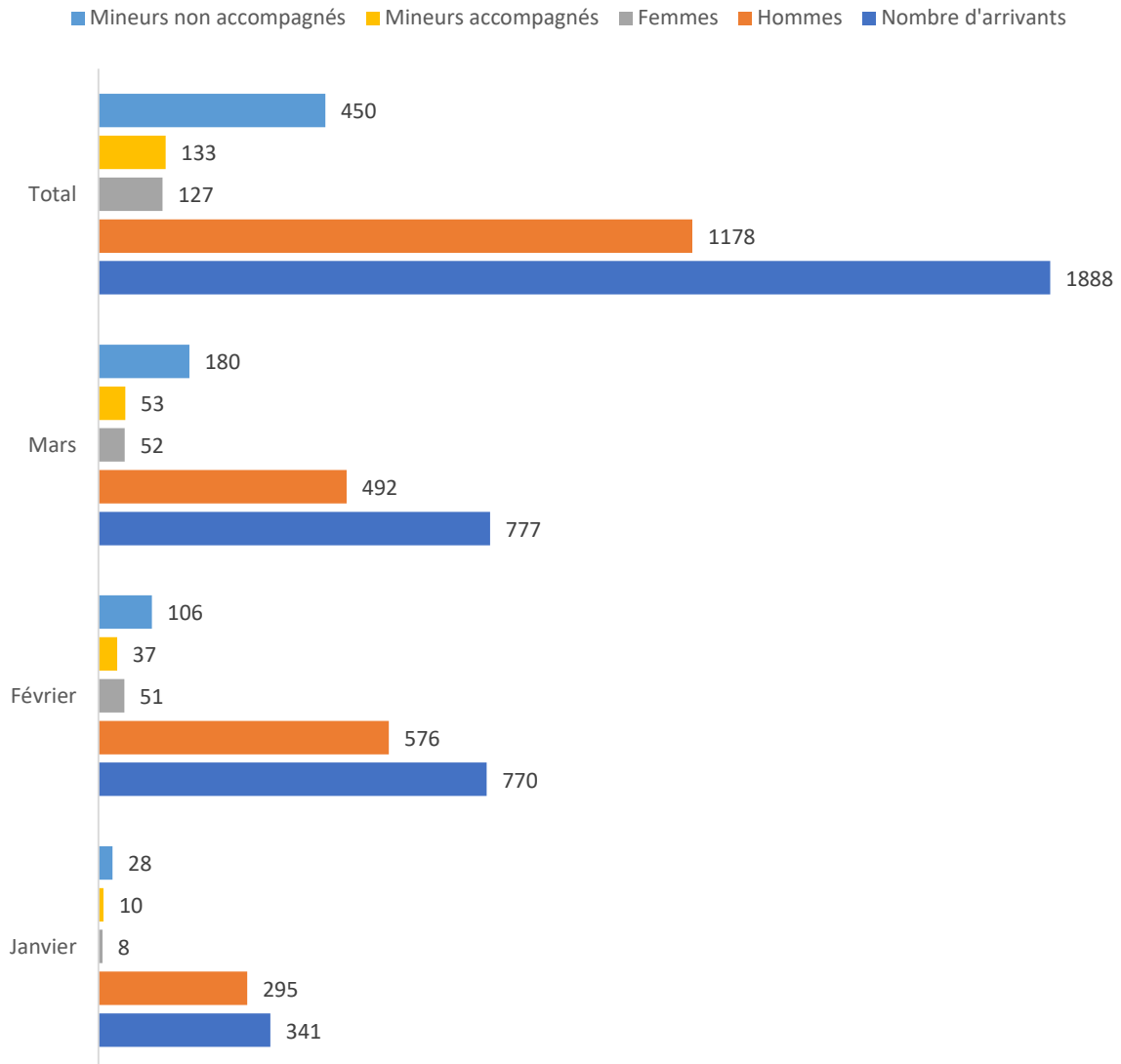
Nombre de traversées interceptées



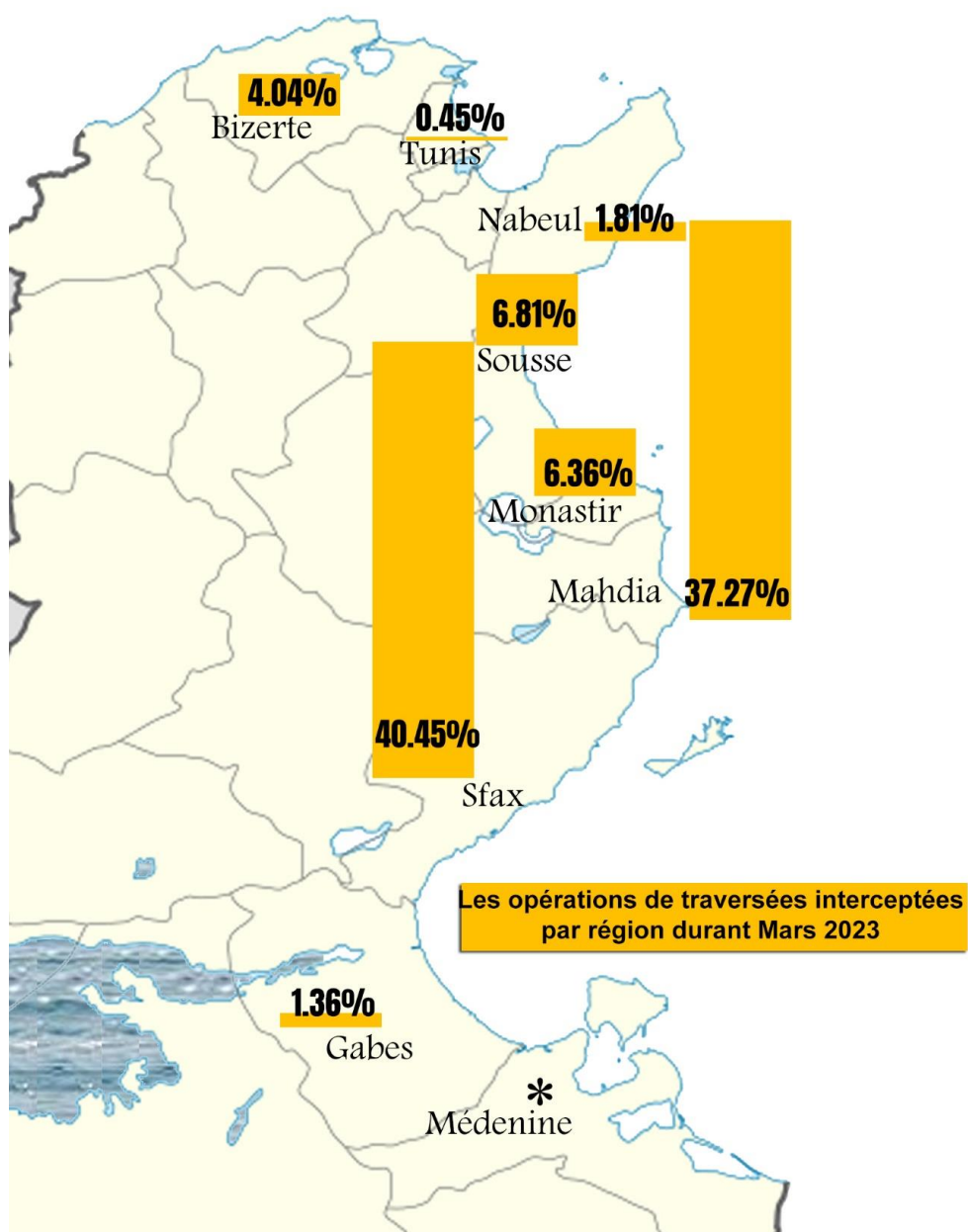
Nombres de migrants interceptés



Les arrivants sur les côtes italiennes Mars 2023

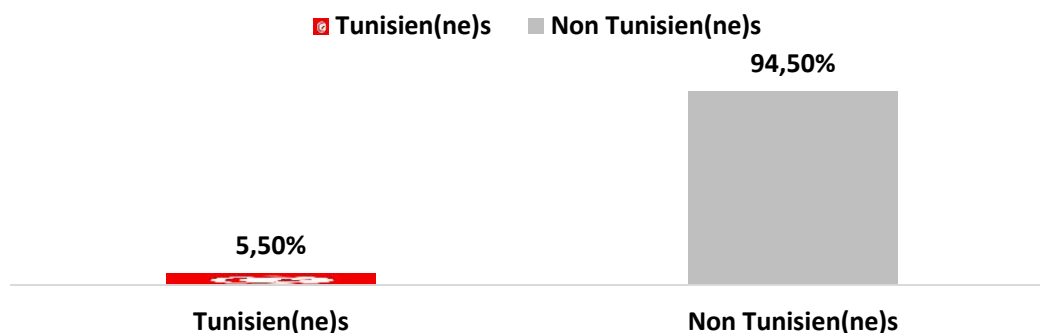


Les opérations de traversées interceptées par région durant Mars 2023

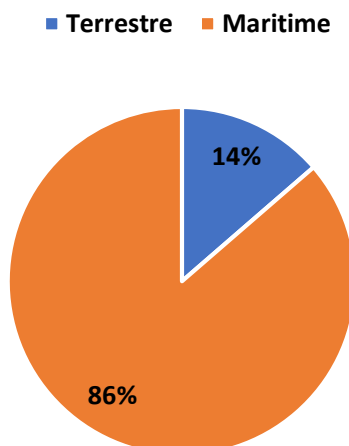


* La présence de cette marque ne signifie pas que ces régions ne sont pas témoins de opérations, mais les données officielles publiées dans les notifications n'incluaient pas les opérations interceptées dans ces régions.

Les arrivants selon les nationalités durant mars 2023

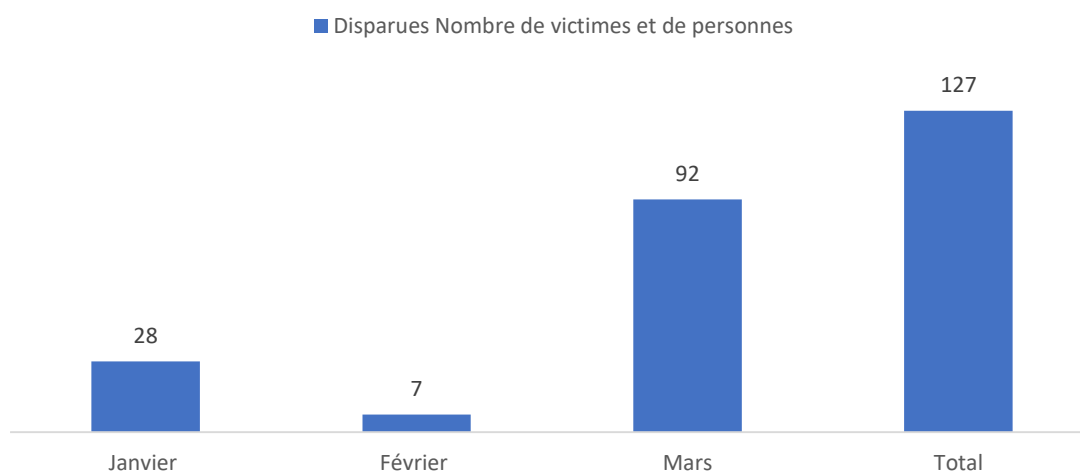


Les opérations de traversées interceptées durant Mars 2023



Les drames de la migration non-règlementaire sur les côtes tunisiennes en 2023

Nombre de victimes et de personnes Disparues



Nombre de victimes et de personnes
disparues sur les côtes tunisiennes
2023

127

Nombre de victimes et de personnes
disparues dans la mer méditerranée
durant 2023

398

Irregular Migration in March 2023



The events of late February have had repercussions on the context of irregular migration in Tunisia. The declaration of the Presidency of the Republic on 21 February 2023 was followed by a series of assaults and violations against migrants, refugees, and asylum seekers in Tunisia, regardless of their administrative status. State agencies also engaged in what they called "law enforcement," depriving undocumented migrants of the right to work and housing.

The climate of terror that prevailed in virtual and real space toward migrants further intensified this hostile trend of stigmatization and exclusion of migrants. Migrant smuggling networks took advantage of this situation to push fugitives across the sea in boats made of iron sheeting, which resulted in a human tragedy on the Tunisian coast.

The Tunisian Forum for Economic and Social Rights observed 92 victims and missing during the month of March on the Tunisian coast, increasing the number during the first quarter of the year 2023 to 127 losses and disappearances. This tragic situation was accompanied by a failure to manage the humanitarian crisis, ensure proper and timely burial, and provide data and information to the families of the missing, in addition to the concealment of the circumstances and details of drowning incidents.

In the first quarter, Tunisian authorities prevented 14,963 migrants from reaching the Italian coast, representing an increase of 386 %, by thwarting 503 crossings.

774 Tunisians, of whom 63.56% were men, 10.56% women and 30% minors, arrived on the Italian coast during the month of March, compared to 224 arrivals during the same period of the year 2022, marking an increase of 245%.

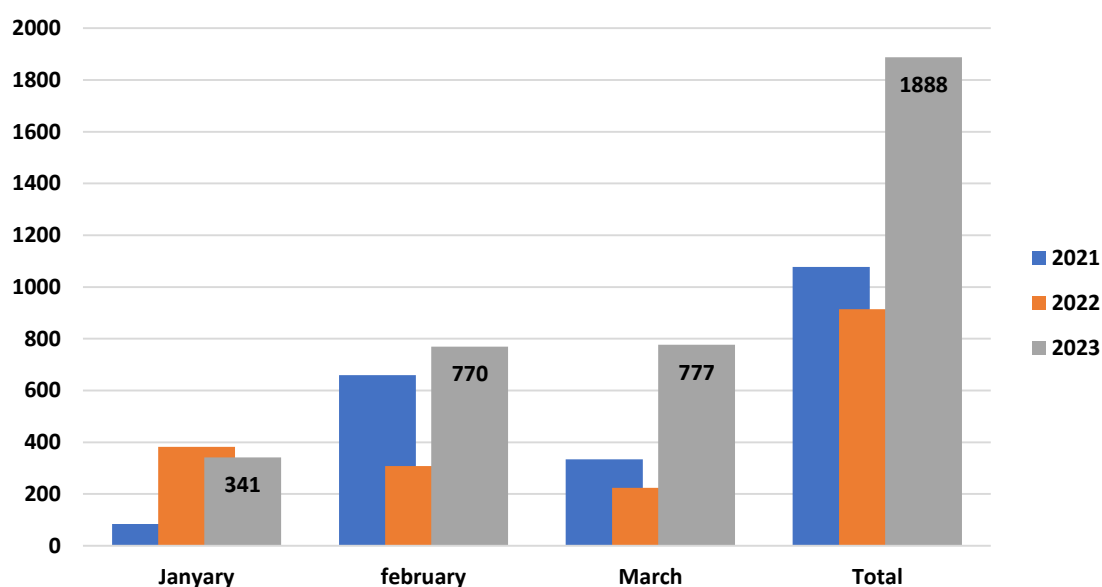
Migration policies in Tunisia tend more to repress and suppress all migrants and deepen the human tragedy in Tunisia and on its coasts. European pressure, taking advantage of the country's fragile political, economic, and

social situation, also plays a key role in Tunisia's restrictive and discriminatory policies towards migrants.

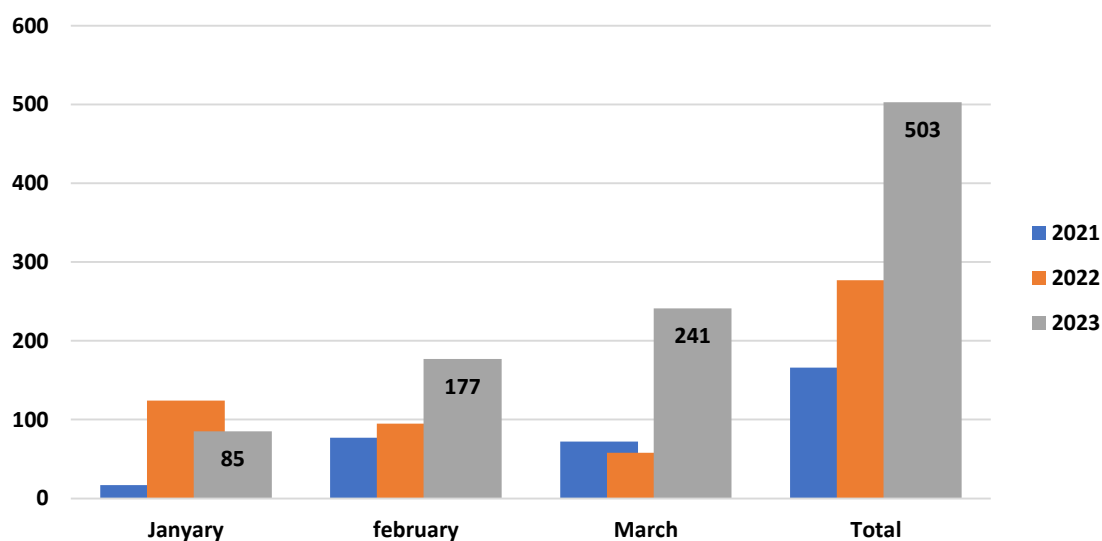
Comparison In the same period during the years 2019–2020–2021 - 2022

The month	2021			2022			2023		
	The number of arrivals to Italy	Number of frustrating passes	Number of passersby suspended	The number of arrivals to Italy	Number of frustrating passes	Number of passersby suspended	The number of arrivals to Italy	The number of arrivals to Italy	Number of frustrating passes
January	84	17	463	382	124	1155	341	85	2322
February	660	77	1273	308	95	1036	770	177	5147
March	334	72	882	224	58	886	777	241	7494
Total	1078	166	2618	914	277	3077	1888	503	14963

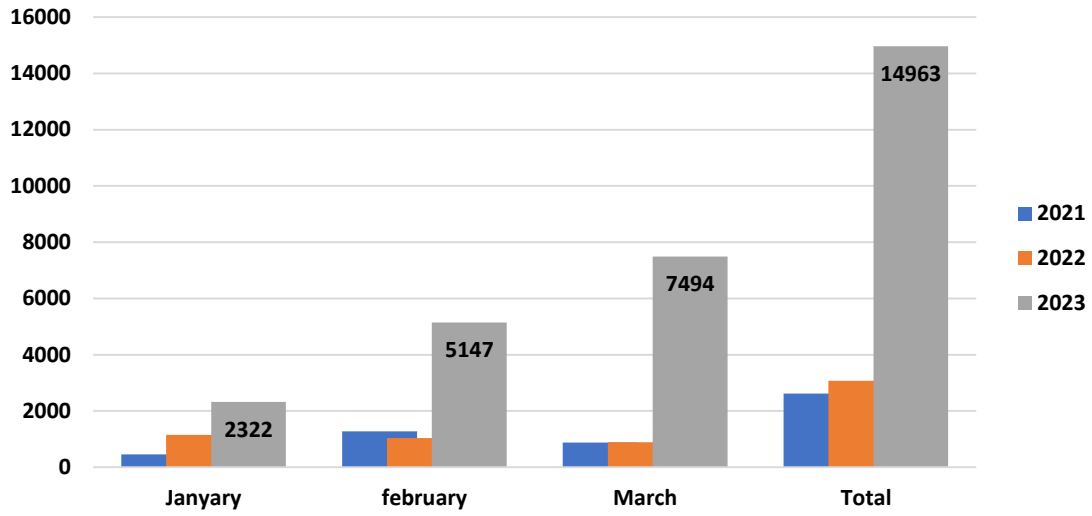
The number of arrivals to Italy



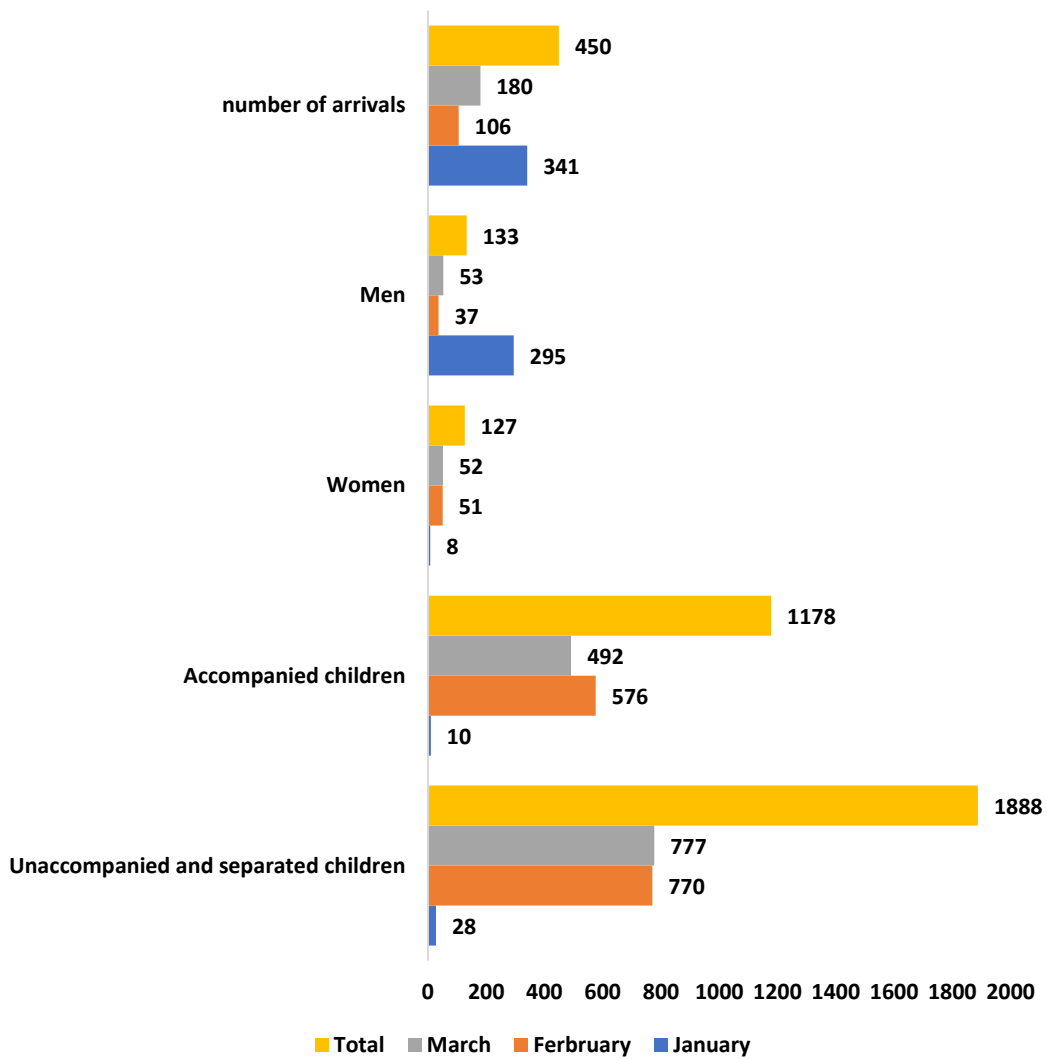
Number of frustrating passes



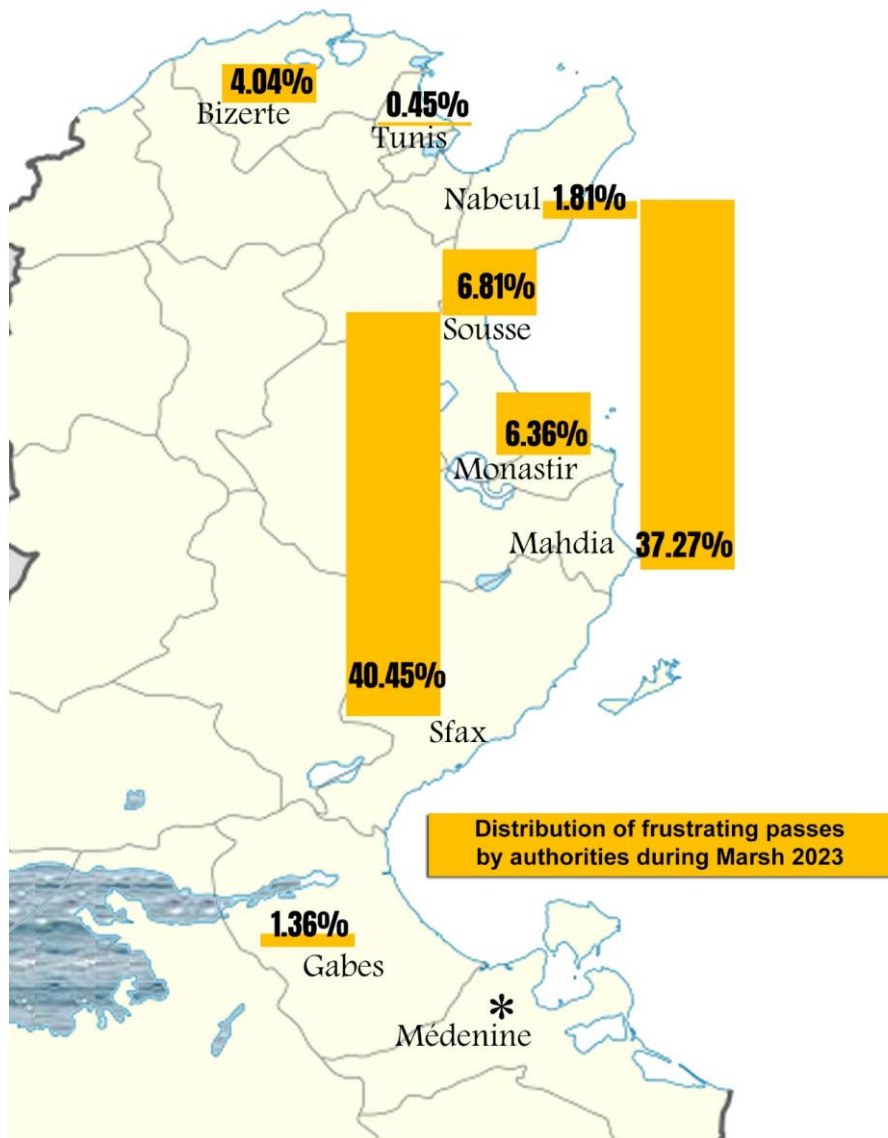
Number of frustrating passes



Distribution of arrivals to Italy by months during 2023

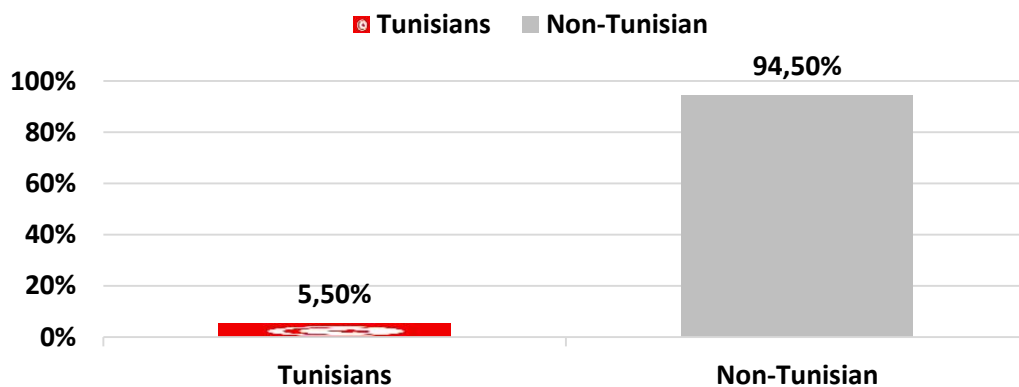


Distribution of frustrating passes by authorities during Marsh 2023

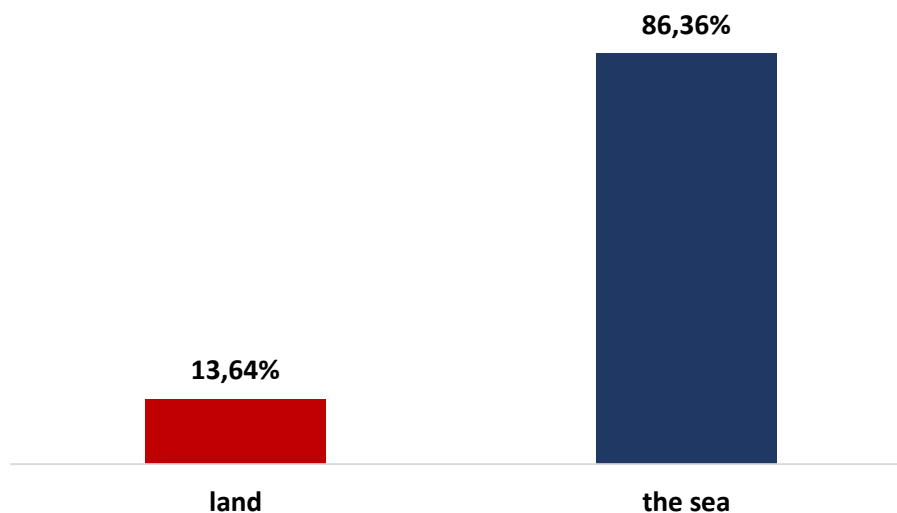


*The presence of this sign does not mean that these authorities do not witness crossings, but the official data published in the notifications did not include frustrating crossings in these bodies.

Distribution of passers-by by nationalities During Marsh 2023

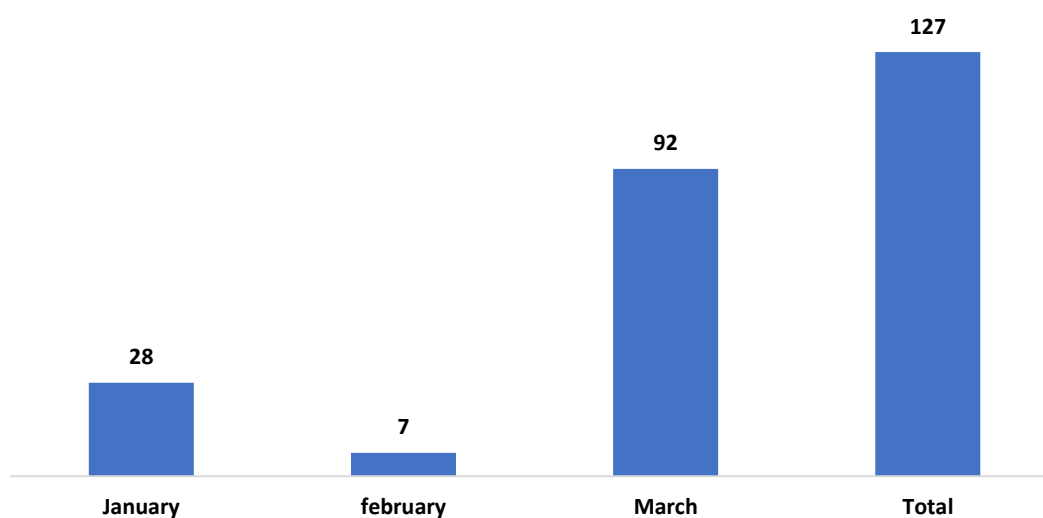


Distribution of frustrating passes during 2023



The tragedies of irregular migration on the Tunisian coasts during 2023

The number of victims and missing



The number of dead and missing on the Tunisian coast during 2023

127

The number of dead and missing in the Central Mediterranean Basin during 2023

398

La violence en Mars 2023

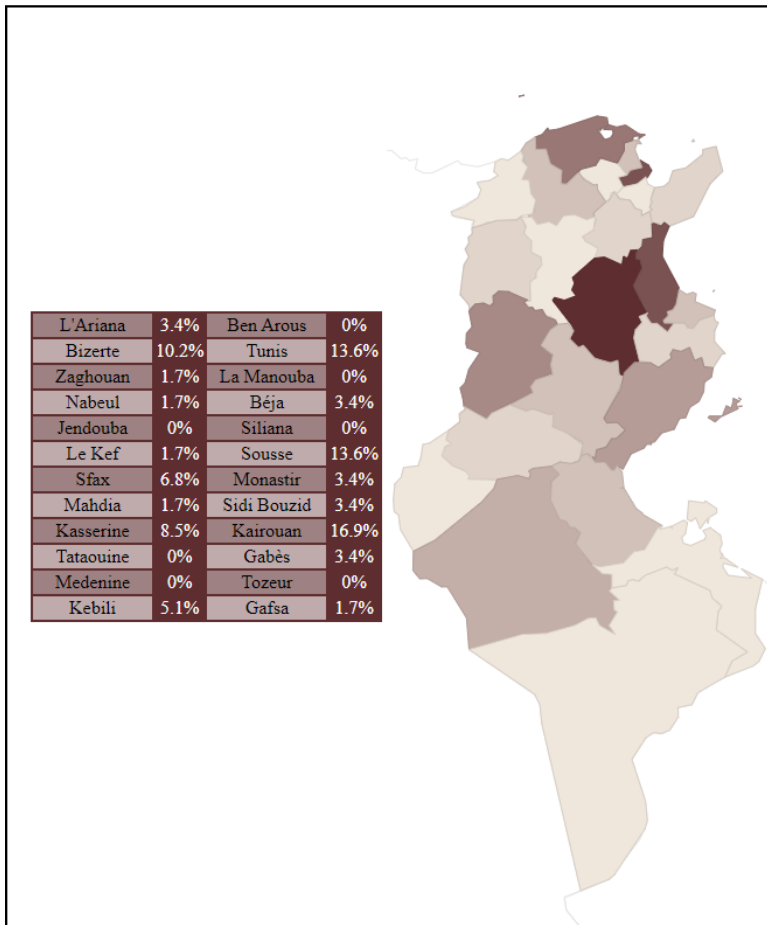


Le taux de violence a continué sur la même lignée d'ascension depuis les derniers mois. La cartographie de violence est stable au niveau de la distribution géospatiale. Cette violence continue de toucher les migrants, les femmes et les enfants et à prendre une dimension spectaculaire dans l'espace public, où elle est de plus en plus banalisée et perçue comme faisant partie du quotidien des Tunisiens. L'espace éducatif et les foyers ont été concernés par une bonne partie des cas de violences. En plus, les discours et les actes racistes et xénophobes à l'encontre des migrants subsahariens ont fait partie des caractéristiques de l'ascension de la violence. Ces actes et discours, légitimisés par l'autorité, ont proliféré durant février et mars, et rendu la survie compliquée pour les migrants, en les poussant à fuir et à s'enfermer.

Distribution géospatiale

La dispersion de la violence est comparable dans les différents gouvernorats. Kairouan a enregistré un taux de 16,9%. 13,6% ont été recensés à Tunis, 13,6% à Sousse, et Bizerte a enregistré un taux de 10,2%. Il est à noter qu'en février le grand Tunis a enregistré plus que 35% des cas de violence recensées.

Jendouba, Tataouine, Médenine, Tozeur, Seliana, Ben Arous et La Manouba n'ont pas



connu le recensement des cas de violence publicisées durant ce premier trimestre, en raison soit de l'éloignement géographique par rapport au centre où prolifèrent les discours racistes ou bien.

Distribution genrée

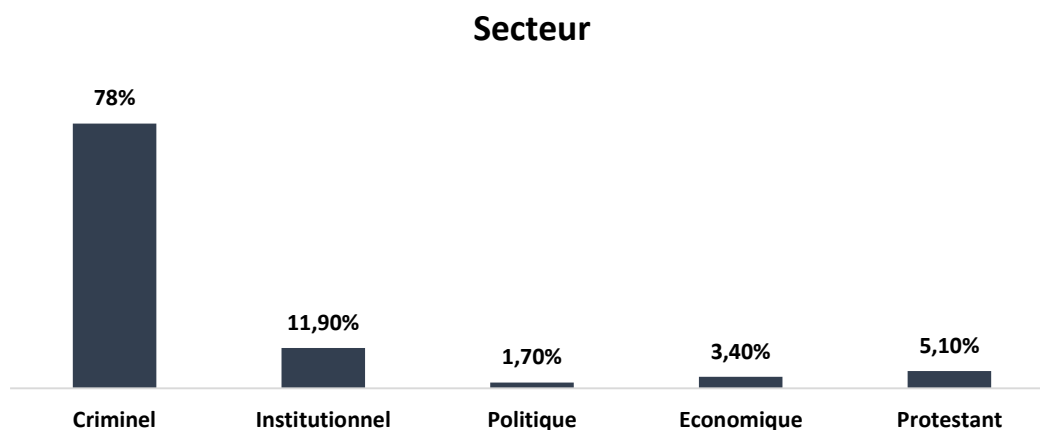
En ce qui concerne les acteurs de violence, les hommes forment la majorité avec un taux de 89,9%. Les femmes constituent un groupe minoritaire avec un taux de 3,7% et les acteurs mixtes c'est-à-dire les actes de violence perpétrés par des hommes et des femmes s'élèvent à 7,4%.

Concernant les victimes de la violence, 48,3% sont des hommes, 32,8% sont des femmes, 10,3% sont des groupes constitués à la fois d'hommes et de femmes et 8,6% ont été morts, sous l'effet de cette violence.



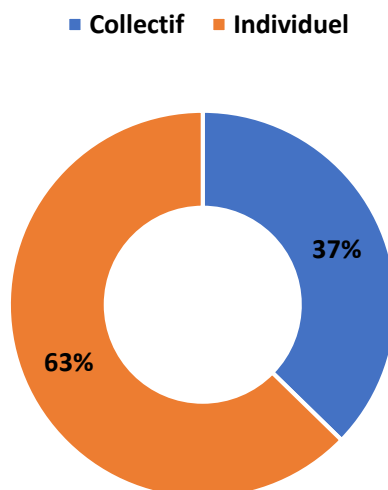
Sphères des violences

A l'instar des mois de l'année 2022, la violence est majoritairement criminelle avec un taux de 78%. Elle touche le secteur institutionnel, à hauteur de 11,9%. Elle s'enracine dans un cadre de protestation, à taux de 5,1%. 3,4% de cette violence est économique et 1,7% est politique.



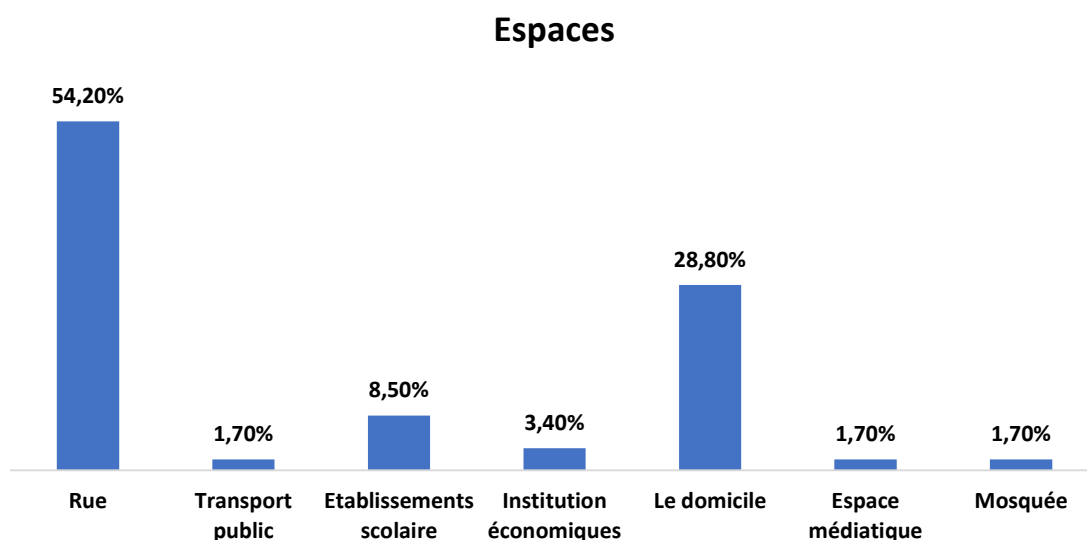
Typologie de la violence

Comme les mois précédents, la violence ayant lieu durant ce mois est essentiellement individuelle. En effet, 62,7% des cas recensés sont individuels, tandis que 37,3% sont des cas de violence collective.



Les espaces de la violence

Les espaces où la violence s'exerce sont comme d'habitude la rue qui enregistre un taux de 54,2% des cas recensés, les foyers privés qui en enregistrent 28,8%, les établissements scolaires de tout types qui en enregistrent 8,5%, les institutions économiques avec un taux de 3,4%, les transports public avec 1,7%, les espaces médiatiques avec 1,7%, et inhabituellement les mosquées avec un taux de 1,7%.



La montée de la violence dans l'espace public obéit à une double logique. D'abord, la banalisation de la violence a contribué à sa montée et la facilité de la perpétuer sans peur des conséquences. La présence de la violence dans les mosquées indique un franchissement des interdits et des tabous et la non prise en compte de ces violences par la police et la difficulté à faire valoir ses droits en cas de victimisation a contribué à cette montée.

Ensuite, la frustration et le climat propice à la violence sont des facteurs clés de cette augmentation. La tension dans les espaces éducatifs et dans les quartiers qui se nourrit du contexte général rend compte de cette frustration qui se généralise et de l'étouffement qui pousse vers la violence. Tandis que les mouvements sociaux s'étouffent, la violence prospère, en devenant un moyen de gérer les violences subies de manière latente.

Les campagnes de diffamation ayant touché les migrants Subsahariens suite au discours présidentiel sur le prétendu « Grand Remplacement » et les discours complotistes visant les acteurs politiques ont renforcé l'utilisation de la violence, en la légitimant. L'outil des réseaux sociaux a été utilisé pour véhiculer des discours complotistes et des appels à la haine, à l'encontre des personnes vulnérables, vu le contexte politique Tunisien.

Récapitulatif des événements violents les plus marquants durant le premier trimestre 2023

Catégorie	Exemples
Violences racistes et xénophobes	Des centaines d'agressions visant les migrants Subsahariens, expulsion de migrants de leur lieu de résidence par des bailleurs, vandalisme de maisons de migrants, insultes dans l'espace public, état de terreur chez les migrants Subsahariens, menaces d'expulsion, agressions physiques et sexuelle, etc.
Violence conjugale et familiale	Féminicide, violence et meurtre d'un couple, un mari tue sa femme en la jetant dans un puit, mari agresse sa femme, violences graves subie par une femme de la part de son mari, agression d'enfants et de leur mère par un père de famille, etc.
Violence urbaine	Braquage, vol et violence physique de deux étudiants à Kef, vandalisme de la résidence d'un saint à Kasserine, destruction des canaux d'assainissement par des agriculteurs, kidnapping et agressions, etc.
Violence dans le milieu éducatif	Agression d'un professeur par des inconnus, agression d'un professeur par son élève à Kairouan, agression d'une ouvrière par le directeur d'une école, agression d'élèves par une institutrice, etc.
Violence politique	Insulte de personnalités publiques, campagnes de diffamation de politiciens sur les réseaux sociaux, agression suite à un désaccord politique dans la rue, etc.
Violence communautaire	Meurtre d'un jeune homme suite à une dispute dans son quartier, meurtre d'un bébé, meurtre suite à une dispute dans un quartier, etc.
Violence sexuelle	Viol d'une mineure par un officier de l'Etat, séquestration d'une jeune fille par un agent de la garde nationale, viol d'une personne présentant un handicap mental, viol d'une mineure, etc.

Suicide et tentatives de suicide en Mars 2023

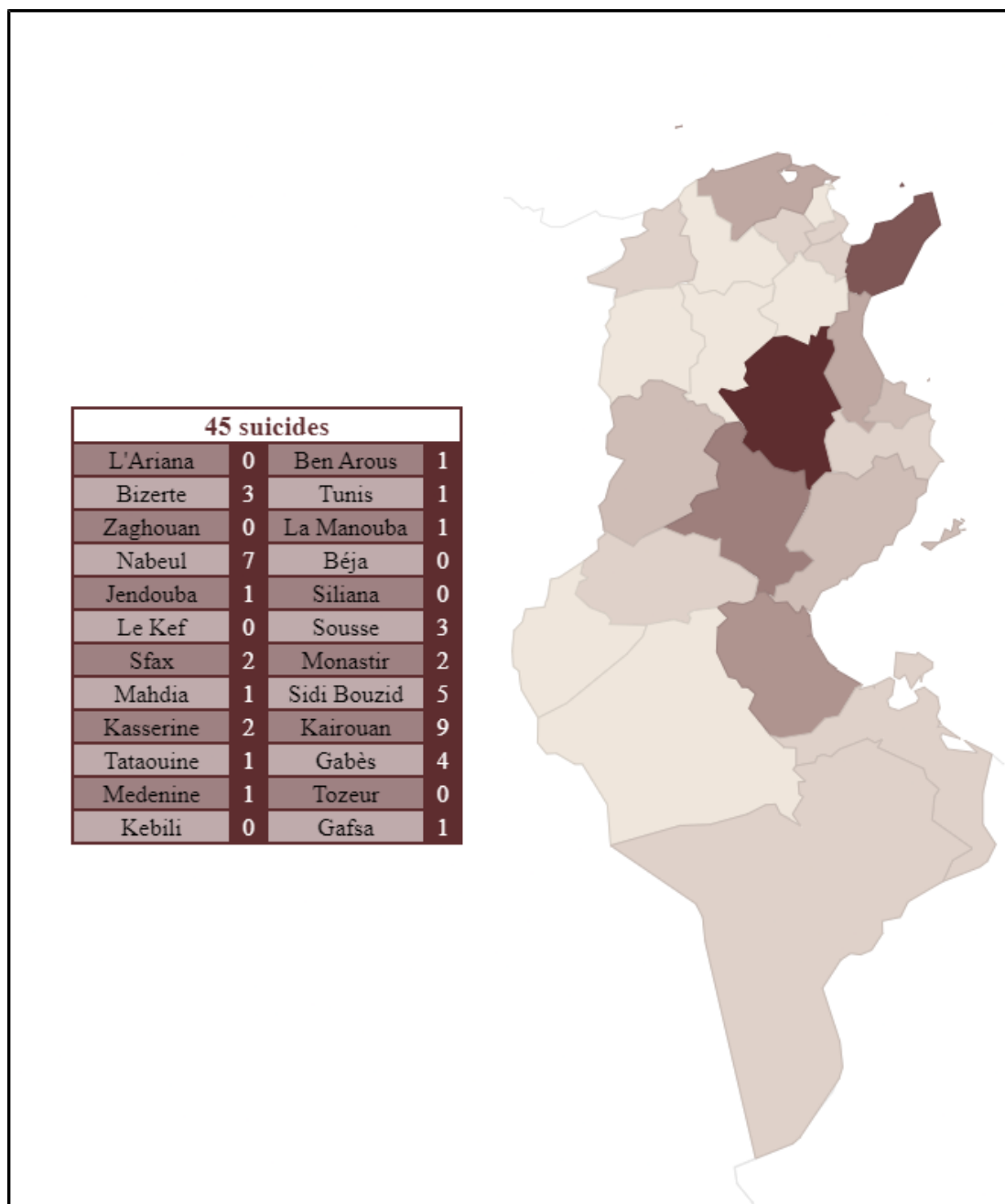


Distribution géospatiale

En totale, 45 suicides et tentatives de suicides ont été enregistrée, durant le premier trimestre de l'année 2023. Kairouan a enregistré le nombre le plus élevé, à savoir 9%, Nabeul en a enregistré 7 et Sidi Bouzid en a enregistré 5 conduites suicidaires. Ces chiffres sont supérieurs par rapport à l'année 2022, où en moyenne une dizaine de suicides étaient enregistrés chaque mois. L'augmentation de ces nombres est un indicateur de l'état de détresse qui se généralise chez la population et qui au lieu de s'exprimer par des protestations, prend d'autres formes autodestructives dont le suicide.

Un déséquilibre entre les régions s'observe et exprime le climat des inégalités inter-régionales pouvant affecter l'expression des malaises psychiques.

- **En Janvier** : 20 conduites suicidaires ont été recensées. L'augmentation du nombre des suicides s'observe clairement durant ce mois. Le gouvernorat de Nabeul a enregistré 5 cas et Kairouan en a enregistré 3 cas. D'autres gouvernorats ont connu des cas de conduites suicidaires dont Sousse, Gabès et Bizerte qui chacun enregistré deux cas et Gafsa, Monastir, Sidi Bouzid, Kasserine, Sfax et Médenine ont chacun connu un cas suicidaire.
En février : ce nombre a relativement diminué pour atteindre 17 conduites suicidaires durant le mois. Sidi Bouzid et Kairouan ont chacun enregistré 3 cas. Ensuite, Nabeul en a enregistré deux cas, tandis que Bizerte, Sfax, Mahdia, Tataouine, Gabes, Monastir, Sousse et Ben Arous avec un seul chacun
- **En mars** : les chiffres continuent de baisser et la Tunisie a enregistré un nombre de conduites suicidaires qui équivaut à 8. Ces conduites ont été enregistrés dans les gouvernorats de Kairouan qui en a enregistré 3 cas et Sidi Bouzid, Tunis, Jendouba, Kasserie, Gabes qui ont chacun enregistré un cas.



Distribution genrée

La majorité des suicidants sont des hommes, à savoir 73,3% du nombre total. Cette proportion est stable depuis des années et exprime le manque d'espaces

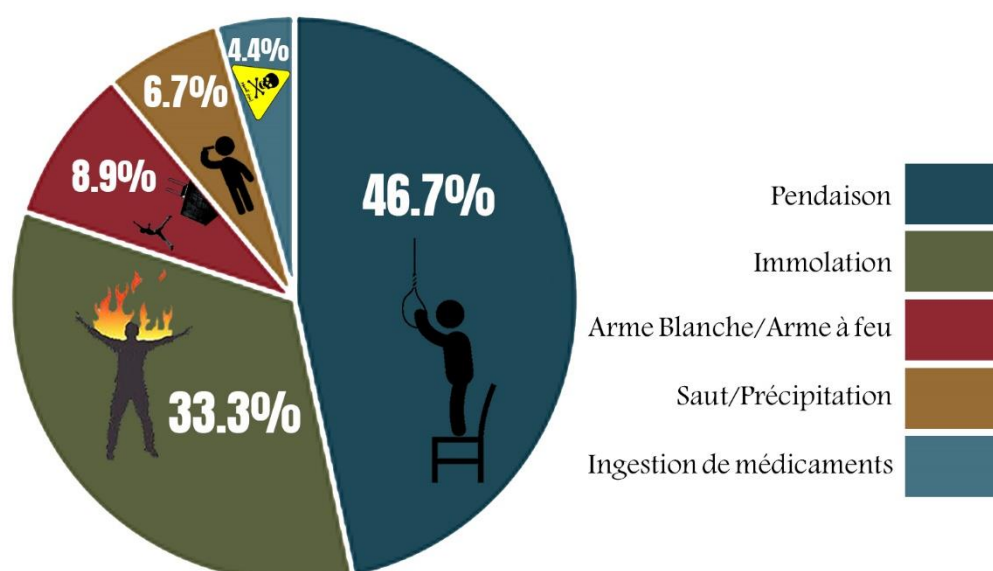
pour les hommes de verbaliser et d'exprimer les faiblesses ressenties. Culturellement, et à cause du patriarcat les hommes continuent d'être



cloués à des injonctions de force mentale qui a pour conséquence des effractions psychiques conduisant au suicide.

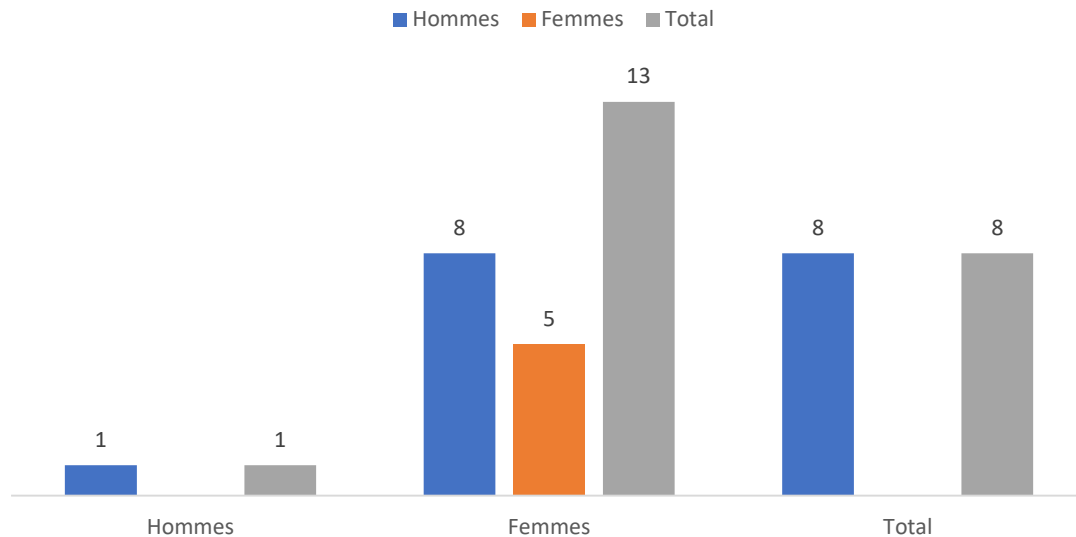
Typologie des suicides

Durant les trois mois, la majorité des conduites suicidaires ont été médiées par la pendaison. En totale, le pourcentage des suicides par pendaison s'élève à 48,7%. Les suicides par immolation atteignent un pourcentage de 33,3%. 8,9% des suicides ont été commis par arme blanche, et 6,7% par saut ou précipitation. Comparé à l'année 2022, les mêmes techniques persistent chez la population, indiquant la présence de suicide de protestations et de suicides en milieu rural marginalisé par pendaison.



Les âges des suicidants

Les personnes âgées de 25 à 35 ans et 46 à 60 ans forment la majorités des cas de suicides et les tentatives de suicide, à savoir 13 cas pour chaque groupe. 9 cas ont concernés des personnes âgées entre 16 et 25 ans et 8 cas ont été enregistré pour des personnes âgés entre 36 et 45 ans. Un seul suicide a été enregistré chez une personne de moins de 16 ans et un cas pour une personne âgée de plus que 60 ans.



Les suicides sont de plus en plus présents chez la population Tunisienne. Médiatisés à travers les médias et les réseaux sociaux, ils expriment une forme de détresse qui se gère par une violence auto-infligée. La terreur psychique subie et renforcée par des facteurs sociaux, politiques et économiques n'a d'autre moyen de s'extérioriser que par cette forme de violence, ici auto-infligée puisque qu'aucun autre exutoire n'est disponible.

La défaillance des politiques de santé mentale en Tunisie et la non observance des troubles mentaux chez la population conduit à l'aggravation de ces derniers et vers des conduites suicidaires. Selon plusieurs rapports dont une enquête réalisée par International Alert en 2022 sur la santé mentale chez les jeunes dans des quartiers populaires montre qu'une bonne partie des jeunes considèrent avoir une santé psychologique « mauvaise ou très mauvaise ». L'enquête Multiple Indicator Cluster Survey (MICS6) de 2018 démontre également que presque % des jeunes tunisiens souffrent d'anxiété et de dépression.

Cette sensation de mal-être entraîne des comportements à risque dont l'utilisation de substances et le suicide. Elle s'observe à travers ces conduites mais aussi à travers l'isolement social qui augmente. L'abstention aux élections qui a été notée durant les deux tours de la fin de l'année 2022 et le début de l'année 2023 rendent également compte du lâcher-prise collectif qui est de plus en plus important.

Récapitulatif des motifs des conduites suicidaires durant le premier trimestre 2023

Motifs	Exemples
La négligence de la santé mentale	Des personnes souffrant de troubles mentaux et en non observance thérapeutiques se sont suicidés ou ont tenté de se suicider durant ce premier trimestre, un jeune s'est pendu à cause de troubles mentaux, un homme présentant des troubles mentaux graves s'est suicidé par auto-immolation, etc.
Conflits familiaux	Une femme s'est suicidée par immolation suite à des disputes avec son mari, une femme s'est pendue chez elle suite à des conflits familiaux, un jeune s'est auto-immolé à Kairouan suite à des disputes familiales, etc.
La précarité sociale	Un homme sans domicile fixe s'est immolé à Kasserine, un jeune homme s'est suicidé à Sousse par pendaison motivé par sa pauvreté, un père de famille s'est pendu chez lui, etc.
Causes non identifiées	Une femme s'est suicidée par pendaison dans une écurie, un homme s'est immolé à Kasserine, un homme à Bouhedjla a tenté de se suicider en sautant dans un puit, un homme dans la cinquantaine s'est suicidé par pendaison sur un panneau d'électricité, etc.
Conditions de travail	Une interne en médecine a tenté de se suicider suite à des difficultés liées à ses conditions de travail, un ouvrier a tenté de se suicider dans l'usine de jouets d'enfants où il travaille, etc.
Jeux et manipulation	Deux mineures se sont auto-mutilées en jouant à un jeu vidéo qui les a incités à le faire à Sfax, un homme s'est suicidé suite à un jeu d'argent, etc.
Protestation	Un enseignant suppléant a tenté de se suicider devant la délégation de l'éducation à Kairouan, un homme s'est auto-immolé en public, un travailleur a menacé de se suicider à Sousse suite à une décision de permutation, un ex-détenu s'est suicidé suite à une décision d'admission dans son ancien travail d'ouvrier de chantier, etc.

Monitoring methodology for irregular migration:

The totality of the data contained in this report represents what the Tunisian Forum for Economic and Social Rights has been able to gather from various sources and by the available means. The digital data remains incomplete, not detailed and subject to updating and may not fully reflect reality, but in the absence of detailed and updated information from the Tunisian official side (number of passes - number Passengers - their distribution according to age groups and gender - defining where they come from - their social status - the number of missing persons...) These data may contribute to a clearer understanding of migration dynamics and significant transformations.

- **Frustrating Passes:** Reliance is placed on the Ministry of Interior's communiqués and the statements of the spokesperson of the National Guard in the various media. Most of them do not contain detailed data (sex, age groups, the parties from which the immigrants come...)
- **Arrivals to European coasts:** Many structures that emit digital data about arrivals to Europe, such as UNHCR, IOM, European countries' ministries of the interior and the European Coastal Control Agency.

The figures provided remain approximate and require continuous updating according to figures from official and civil structures that may be issued in subsequent reports but provide a reading of the evolution and change in the dynamics of irregular migration.

Invisible numbers: It's the number of migrants arriving in Europe across different routes without passing through local authorities or international structures does not have any effect on the census, which is important and varies according to the tactics of migrant smuggling networks. It also includes departures from the Tunisian coasts, which succeed in evading strict security controls, or those that are prohibited from passing them without issuing or without being announced.